



**Commission économique pour l'Afrique
Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord**

Comité intergouvernemental d'experts (CIE)
Trente-troisième réunion

Tunis, 30 octobre – 2 novembre 2018

**Rapport de la trente-troisième réunion du
Comité intergouvernemental d'experts**

TABLE DES MATIÈRES

I. ORGANISATION ET PARTICIPATION	1
II. OUVERTURE DE LA RÉUNION <i>(Point 1 de l'ordre du jour)</i>	1
III. ÉLECTION DU BUREAU <i>(Point 2 de l'ordre du jour)</i>	5
IV. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU PROGRAMME DE TRAVAIL <i>(Point 3 de l'ordre du jour)</i>	5
V. ÉVOLUTION DES CONDITIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES EN AFRIQUE DU NORD : EXAMEN DU PROFIL RÉGIONAL-AFRIQUE DU NORD <i>(Point 4 de l'ordre du jour)</i>	6
VI. SESSION SPÉCIALE : « L'accord pour la mise en place de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf) et l'impact pour l'Afrique du Nord » <i>(Point 5 de l'ordre du jour)</i>	8
VII. TABLE RONDE/RÉUNION DU GROUPE D'EXPERTS : « La révolution des données en Afrique du Nord : Mettre les données au service de la transformation structurelle » <i>(Point 6 de l'ordre du jour)</i>	8
VIII. RAPPORT SUR LES AGENDAS RÉGIONAUX ET INTERNATIONAUX ET AUTRES INITIATIVES SPÉCIALES EN AFRIQUE DU NORD <i>(Point 7 de l'ordre du jour)</i>	9
IX. RAPPORT D'ACTIVITÉS 2017-2018 DU BUREAU ET PROGRAMME DE TRAVAIL 2019: QUESTIONS STATUTAIRES <i>(Point 8 de l'ordre du jour)</i>	11
X. LANCEMENT DU PREMIER RAPPORT SUR LA REALISATION DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE AU MAGHREB <i>(Point 9 de l'ordre du jour)</i>	15
XI. EXAMEN ET APPROBATION DES RECOMMANDATIONS DE LA TABLE RONDE/DE LA RÉUNION DU GROUPE D'EXPERTS <i>(Point 10 de l'ordre du jour)</i>	16
XII. EXAMEN ET ADOPTION DU RAPPORT ET DES RECOMMANDATIONS DE LA TRENTÉ-TROISIÈME RÉUNION DU CIE <i>(Point 11 de l'ordre du jour)</i>	16
XIII. DATE ET LIEU DE LA TRENTÉ-QUATRIÈME RÉUNION DU CIE <i>(Point 12 de l'ordre du jour)</i>	16
XIV. QUESTIONS DIVERSES <i>(Point 13 de l'ordre du jour)</i>	17
XV. CLÔTURE DE LA RÉUNION <i>(Point 14 de l'ordre du jour)</i>	17
ANNEXE I : RECOMMANDATIONS DE LA TRENTÉ-TROISIÈME RÉUNION DU COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS	18
ANNEXE II : RECOMMANDATIONS DE LA RÉUNION D'EXPERTS « La révolution des données en Afrique du Nord : Mettre les données au service de la transformation structurelle »	20
ANNEXE III : ORDRE DU JOUR	22
ANNEXE IV : LISTE DES PARTICIPANTS/LIST OF PARTICIPANTS	23
ANNEXE V : MOTION DE REMERCIEMENT	41

I. ORGANISATION ET PARTICIPATION

1. La cérémonie d'ouverture de la trente-troisième réunion du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) a été rehaussée par la présence de SE. M. Ziad Ladhari, Ministre du développement, de l'investissement et de la coopération internationale, M. Taieb Baccouche, Secrétaire Général de l'UMA et M. Samir Majoul, Président de l'UTICA, ainsi que M. Mohamed Hazim (Maroc), Président sortant du Bureau du CIE pour l'année 2017.
2. La séance d'ouverture du CIE a connu une large participation, notamment celle des représentants du corps diplomatique accrédité à Tunis, de l'Union du Maghreb arabe (UMA), des Organisations Internationales et Régionales, des Universités, des Organisations patronales, des Agences de coopération, des Institutions financières et des Organismes du Système des Nations Unies, en plus de celle des représentants de sept pays membres.
3. La liste détaillée des participants figure à l'annexe IV de ce Rapport.

II. OUVERTURE DE LA RÉUNION *(Point 1 de l'ordre du jour)*

4. La cérémonie d'ouverture a commencé par un message vidéo de la Secrétaire Exécutive de la CEA, Mme Vera Songwe, dans lequel elle a vivement remercié les Autorités Tunisiennes pour avoir abrité pour la première fois cette réunion statutaire. Elle a également rappelé l'importance du thème de cette année qui porte sur « La révolution des données en Afrique du Nord : Mettre les données au service de la transformation structurelle ». Elle a noté avec satisfaction que la session couvre également d'autres aspects importants du développement socio-économique, social et environnemental et les questions relatives à une plus grande intégration aux niveaux sous-régional et continental, dans la perspective de la mise en place de la Zone de libre échange continentale Africaine (ZLECAf).
5. Dans son allocution d'ouverture, le Président du bureau sortant, M. Mohamed Hazim (Maroc), a souhaité la bienvenue aux participants et remercié le Gouvernement Tunisien et l'UTICA pour avoir organisé cette réunion à Tunis et exprimé sa gratitude aux membres du Bureau et au Secrétariat pour le travail accompli depuis la trente-deuxième session du CIE.
6. Le Président du Bureau sortant s'est félicité du choix judicieux du thème de cette année qui offre l'opportunité aux pays membres et aux participants de débattre de l'importance des données statistiques fiables et actualisées pour la mesure et l'évaluation du développement socioéconomique et environnemental dans le contexte du des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.
7. Il a aussi invité les Instituts Nationaux de Statistique (INS) des pays de la sous-région à renforcer leurs structures et leur autonomie afin de produire des données statistiques fiables et actualisées à même d'évaluer les progrès réalisés dans les différents domaines et orienter de manière plus efficace les décisions en matière de politiques de développement. Il a préconisé l'échange des bonnes pratiques et une plus grande coopération technique entre les systèmes statistiques nationaux dans une perspective de mutualisation des expériences.
8. Le Président sortant a enfin remercié la CEA pour les efforts investis dans ce domaine et félicité et remercié les organisateurs de cette édition du CIE ainsi que les autres pays membres pour la confiance accordée à son pays avant de souhaiter plein succès aux travaux de la réunion.
9. Prenant la parole, la Directrice du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA, Mme Lilia Hachem Naas, a d'abord salué la présence des personnalités à cette 33ème session du CIE et souhaité la bienvenue aux participants. Elle a exprimé sa gratitude aux Autorités et au Gouvernement de la République Tunisienne pour l'aide et le soutien apportés au Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA en vue d'organiser la trente-troisième réunion du CIE à Tunis. Elle a également remercié le Président de l'UTICA, le Président sortant du Bureau du CIE, la communauté des affaires et le peuple Tunisien.

10. Elle a souligné que cette réunion du CIE se tient dans un contexte mondial marqué par des tensions commerciales qui freinent la croissance mondiale ; et que malgré des indicateurs macroéconomiques en amélioration, les pays africains doivent continuer à réformer leur politiques monétaires et fiscales afin de réduire leur vulnérabilité et mobiliser davantage de recettes domestiques pour dégager des ressources propres devant servir à financer leur développement.

11. S'agissant des performances sous-régionales réalisées en 2017, l'Afrique du Nord se situe en 2ème position avec une croissance de 4,8%, après l'Afrique de l'Est qui affiche une croissance de 5,3%. Au niveau du développement humain, la Directrice a fait remarquer que l'Afrique du Nord a réalisé des progrès sociaux indéniables grâce à des investissements importants dans les secteurs clés et à l'accès étendu à l'éducation, la santé, les services de base tels que l'eau et l'électricité. Elle a indiqué que ces performances positives restent en revanche fragilisées par deux problèmes majeurs: un taux de chômage élevé, notamment chez les jeunes, les femmes et les diplômés, eu égard au fait que la croissance dans les pays de la sous-région est peu créatrice d'emplois; et le manque de diversification qui fragilise les économies des pays d'Afrique du Nord, ces derniers restant tributaires de facteurs exogènes, tels que les aléas de la saison agricole et le cours des ressources naturelles.

12. Par ailleurs, la Directrice du Bureau a souligné que la situation des pays d'Afrique du Nord et celle du continent africain appelle des solutions nouvelles pour faire face à des problèmes de plus en plus complexes. C'est dans ce contexte que la CEA a initié une réorientation stratégique de son mandat et de ses activités pour être en mesure de répondre aux nouvelles priorités des pays membres. Dans ce contexte, Mme Hachem Naas a informé l'assistance que le nouveau Cadre Stratégique 2018-2019 qui s'articule désormais autour de cinq domaines prioritaires (voir point IX du Rapport sur les Questions statutaires) a été approuvé par la Conférence des Ministres en mai 2018. Ces domaines sont fondés sur l'Agenda 2030 des Nations Unies des Objectifs de développement durable et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. A ce propos, elle a annoncé que le premier Rapport sur la mise en œuvre des ODD au Maghreb sera lancé au cours du CIE en invitant les participants à l'enrichir de leurs commentaires et de leurs contributions.

13. Elle a par ailleurs rappelé aux participants que cette 33ème session du CIE, abordera des sujets d'importance pour le Continent, en particulier pour l'Afrique du Nord tels :

- La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECA), dont l'accord a été signé en mars 2018 par 44 Chefs d'Etat et de Gouvernement africains, et qui n'entrera en vigueur qu'après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification auprès du Président de la Commission de l'Union Africaine ;
- La question de "L'emploi, compétences et développement équilibré", qui a été adopté comme nouveau domaine de spécialisation du Bureau pour l'Afrique du Nord, dans le cadre de la nouvelle orientation stratégique de la CEA ;
- Le suivi des ODD, qui sera au cœur des activités du Bureau et qui couvrira également d'autres aspects de recherche tels que l'exploitation du potentiel de l'économie bleue pour générer de la croissance et de l'emploi, ou encore la problématique de la migration.

14. Mme Naas a aussi rappelé le thème principal de cette 33ème session du CIE qui porte sur la révolution des données en Afrique du Nord afin de mettre les données statistiques au service de la transformation structurelle, ainsi que la nécessité cruciale de renforcer la capacité des systèmes statistiques nationaux pour accélérer la mise en œuvre des Agendas de développement 2030 et 2063. Ce thème sera examiné en profondeur lors de la réunion en vue

de déboucher sur des propositions et des recommandations à même d'aider à relever les défis liés au développement des systèmes statistiques. Elle a aussi informé les participants que, conformément au caractère Statutaire de la réunion, le Bureau soumettra pour adoption par les pays membres plusieurs rapports qui traitent de l'évolution récente des conditions économiques et sociales des pays de la sous-région, de l'état de la mise en œuvre des Agendas régionaux et internationaux, du bilan des d'activités de la CEA, ainsi que du programme d'activités 2019. Elle a souligné que les recommandations de la réunion permettront d'orienter les priorités et champs d'activités du Bureau et seront soumises par la suite à la prochaine Conférence des ministres africains des Finances, de la Planification et du Développement Économique, Organe délibérant de la CEA, qui aura lieu cette année au Royaume du Maroc en mars 2018.

15. La Directrice a conclu son allocution en renouvelant au nom des participants, au nom de la CEA et en son nom personnel, sa sincère gratitude au Gouvernement et au peuple tunisiens pour leur sollicitude et l'intérêt porté aux activités du Bureau, ainsi que pour la qualité de l'accueil réservé aux participants et a souhaité plein succès aux travaux de cette 33ème réunion du CIE.

16. Prenant la parole à son tour, le Secrétaire général de l'UMA a remercié toutes les parties qui ont facilité la tenue de cette session du CIE à Tunis. Il a adressé ses félicitations à la Directrice du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA et à tous les membres de son Bureau pour leur dévouement dans le soutien et l'accompagnement de la sous-région en faveur de l'intégration et du bien-être économique et social de la sous-région.

17. Il a souligné que la réunion allait se pencher sur un sujet d'actualité, à savoir la situation des données et leur rôle fondamental dans la transformation économique et sociale de la région, en particulier pour la mise en œuvre des Agendas 2030 et 2063. Il s'est félicité à cet égard de l'excellente relation de collaboration entre le Secrétariat général de l'UMA et la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique.

18. M. Baccouche a salué le choix judicieux du thème de la présente session du CIE qui, en examinant les enjeux de la révolution des données en Afrique du Nord, pourra identifier les moyens idoines susceptibles de soutenir les politiques économiques et sociales, et aider à la réalisation des ODD. Le Secrétaire général de l'UMA a insisté qu'on ne saurait ignorer aujourd'hui l'apport majeur des données statistiques pour l'appréciation et la mesure des plans de développement, ainsi que pour l'orientation des politiques de développement nationales et régionales.

19. A l'image des autres Communautés Économiques Régionales, le Secrétaire Général a souligné que l'UMA s'inscrivait avec détermination dans les différents Agendas continentaux et mondiaux, et s'engageait à promouvoir de multiples axes de développement économiques et sociaux, et que ceci ne saurait se faire sans le concours de données fiables et actualisées. C'est dans ce contexte que le Secrétariat Général de l'UMA et son Service Statistique jouent un rôle d'harmonisation des systèmes statistiques nationaux et déploient un effort soutenu pour développer des indicateurs statistiques harmonisés pour la sous-région.

20. Le Secrétariat Général de l'UMA a enfin réitéré son engagement à soutenir les Etats membres dans la mise en place des différents plans d'action visant le renforcement de l'intégration régionale et la transformation structurelle de la sous-région et souhaité plein succès aux travaux du CIE.

21. Prenant la parole, le Président de l'UTICA a exprimé l'honneur qu'il ressent à accueillir dans l'enceinte du Siège de son Institution l'ensemble des participants aux travaux de la 33ème session du CIE et leur a souhaité la bienvenue à Tunis. Rappelant l'historique et le parcours de l'UTICA, M. Majoul a indiqué que son institution a été l'un des membres du Quartet qui a reçu

le prix Nobel de la paix en 2015. Il a aussi rappelé que l'UTICA avait fait de l'année 2015 l'année de l'Afrique, en vue de renforcer la coopération intra africaine, preuve de l'engagement panafricain du secteur privé tunisien.

22. Conscients que le développement économique du Continent doit se faire par les Africains, pour les Africains et par l'entreprise africaine, à laquelle il revient de jouer un rôle moteur par le renforcement des échanges commerciaux, le transfert de technologies et le développement de joint-ventures pour la réalisation des projets et des infrastructures de qualité, conduisant à stimuler l'économie continentale et la coopération Sud-Sud.

23. L'Afrique, qui recèle d'importantes ressources naturelles et humaines, dispose de fortes potentialités et réalise depuis plusieurs décennies une croissance notable qui n'est plus tirée aujourd'hui par les exportations des matières premières, mais plutôt par une consommation domestique croissante avec l'émergence d'une classe moyenne notable. Cette croissance de même que le développement soutenu du continent africain doivent être mesurés et évalués régulièrement par les systèmes nationaux et régionaux de collecte et de gestion des données en vue de garantir une plus grande visibilité pour les économies nationales et les entreprises du continent.

24. Le Président de l'UTICA a félicité le Bureau pour le choix du thème de cette édition du CIE. Il a également mis en avant les progrès notables réalisés par les Systèmes nationaux de la statistique de la sous-région en matière d'évaluation et de suivi des ODD, notamment pour ce qui est des indicateurs socioéconomiques, même si d'autres restent encore à développer pour couvrir des domaines jusque-là non couverts tels l'environnement et la gouvernance.

25. Le Président de l'UTICA a aussi insisté sur l'importance de la création de la ZLECAf comme cadre adéquat et déterminant pour l'avenir du Continent en vue de renforcer l'intégration économique et le développement des échanges intra africains. Le rôle que pourra jouer la ZLECAf pour booster la croissance africaine et le renforcement du commerce intra africain pourraient de surcroît contribuer à limiter le chômage des jeunes par la création d'emplois viables et limiter l'émigration clandestines des jeunes ou l'émigration des cerveaux qui prive l'Afrique de ses compétences et ressources humaines.

26. Dans le même contexte, M. Majoul a invité les pays de la sous-région à lutter contre le fléau du commerce parallèle et de la contrebande qui ne cesse de s'amplifier et de s'étendre. Il a également suggéré à la CEA de se pencher sur le sujet et d'entreprendre des études sur ce fléau en vue d'aider à identifier des solutions idoines et viables pour en réduire l'ampleur.

27. Parlant des chaînes de valeur sous-régionales et régionales, M. Majoul a souligné la nécessité de les développer pour servir de vecteur de coopération et d'intégration économique, et autres pour qu'elles contribuent à engendrer des économies d'échelle régionales significatives. Il a également noté que le commerce intra régional des services représentait un potentiel non négligeable en vue d'améliorer la productivité, ainsi que l'exportation des services qui pourrait améliorer la qualité des services publics utiles pour les populations.

28. En conclusion, le Président de l'UTICA a félicité et salué le travail du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA qui ne cesse d'œuvrer pour une meilleure coopération et intégration sous-régionale. Il a réitéré l'engagement de la communauté des affaires en Tunisie à renforcer et accroître le partenariat intra maghrébin et intra africain.

29. Prenant la parole, M. Ziad Ladhari, Ministre du développement, de l'investissement et de la coopération internationale, a souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants à la 33ème session du CIE et a salué sa tenue en Tunisie pour la première fois, en espérant que d'autres pays membres se proposeront de faire la même chose. Il a aussi remercié et félicité l'UTICA pour avoir abrité cette importante manifestation, preuve que le partenariat Public -

Privé est un moyen privilégié pour renforcer la coopération et l'intégration sous-régionale en Afrique du Nord.

30. Le Ministre Tunisien a également félicité le Bureau de la CEA pour le travail réalisé et a salué le choix du thème de cette réunion "La révolution des données au service de la transformation structurelle en Afrique du Nord" qui constitue en fait une plateforme de réflexion de haut niveau sur un sujet transversal important pour l'évaluation et le suivi des performances des indicateurs socioéconomiques dans la sous-région.

31. En effet, a souligné le Ministre, avec l'explosion et la profusion des données, notre mode de vie est aujourd'hui en pleine mutation et entre de plein pied dans l'ère de la révolution numérique avec la transformation digitale. Ceci constitue en fait un défi pour gérer et réguler constamment toutes ces méga données dont la gestion nécessite des outils adéquats pour la collecte, le traitement et la diffusion d'informations et de données statistiques fiables, crédibles et de qualité.

32. Parlant de l'expérience Tunisienne dans ce domaine, le Ministre a précisé que le Système national de Statistique fait l'objet d'un projet de loi visant à le renforcer pour mieux l'outiller en vue d'assurer une meilleure production et diffusion de données fiables et précises, à même de mieux orienter les décideurs politiques. Le Ministre s'est aussi félicité de la création de la ZLECA dont l'initiative a été signée par son pays en vue de booster le commerce intra africain et améliorer considérablement le partenariat économique avec le reste du continent.

33. Le Ministre a aussi salué le travail entrepris par la CEA pour programmer une telle réunion dans ses activités et encouragé les participants à approfondir la réflexion et faire des propositions utiles et constructives pour éclairer les décideurs. Il a enfin rappelé que comme le dit l'adage, seul, on ira peut-être plus vite, mais ensemble, on ira sans doute plus loin".

III. ÉLECTION DU BUREAU *(Point 2 de l'ordre du jour)*

34. A la suite d'une concertation entre les chefs des délégations, le Comité a élu à l'unanimité le nouveau Bureau composé comme suit :

Président	:	Tunisie
Vice-président	:	Algérie
Rapporteur	:	Egypte

IV. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU PROGRAMME DE TRAVAIL *(Point 3 de l'ordre du jour)*

35. Dans ses propos préliminaires, la Présidente du nouveau Bureau du CIE Mme Kalthoum Hamzaoui a remercié les pays membres pour la confiance placée en son pays et souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants. Elle a félicité le Bureau sortant et le Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord pour les efforts déployés au cours de la période écoulée.

36. A la suite de cette intervention, le Comité a adopté l'Ordre du jour (ECA/SRO-NA/ICE/33/1) et le Programme de travail (ECA/SRO-NA/ICE/33/1/Add.1) - Voir l'Annexe III du présent Rapport.

V. ÉVOLUTION DES CONDITIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES EN AFRIQUE DU NORD : EXAMEN DU PROFIL RÉGIONAL-AFRIQUE DU NORD *(Point 4 de l'ordre du jour)*

37. Le Secrétariat a ensuite exposé les principales conclusions du document intitulé « Profil sous-régional Afrique du Nord en 2017 » (ECA/SRO-NA/ICE/33/2). Le rapport y afférent porte sur les évolutions récentes des agrégats macroéconomiques et sociaux, ainsi que les défis auxquels la région est confrontée.

38. Le rapport sur le profil sous-régional s'articule autour des points suivants:

- Le contexte économique mondial et régional ;
- Les performances économiques de la sous-région Afrique du Nord ;
- Le développement social en Afrique du Nord ;
- Les distorsions au sein de l'économie et leur impact sur l'allocation des ressources et la productivité en Afrique du Nord.

39. Le rapport souligne que la croissance économique en Afrique du Nord demeure volatile en raison de la dépendance des économies de la sous-région à des ressources primaires (agriculture, secteur minier). Après une hausse de 2,9% en 2016, le PIB réel de la sous-région a enregistré une progression de 4,8% 2017, en raison d'une part de conditions climatiques plus favorables au Maroc (+4,1% de croissance du PIB, contre 1,6% en 2016), et d'une hausse importante de la production de pétrole en Libye.

40. L'inflation demeure élevée en Afrique du Nord, atteignant 15,9% en 2017, contre 10,3% en 2016. Cette hausse est due à des dépréciations du taux de change (Egypte, Soudan) et des réductions de subventions (Egypte, Libye).

41. La faible diversification des économies d'Afrique du Nord se fait également ressentir sur la volatilité des finances publiques et du solde du compte courant. Avec la remontée des prix du pétrole, la sous – région a vu son déficit budgétaire baisser à -8,9% du PIB en 2017, contre -11,4% en 2016. Le déficit courant est quant à lui passé de -10% du PIB en 2016, à -6,7% en 2017. La hausse des prix du pétrole a fortement profité aux économies algérienne (déficit de -6,7%, contre -16,6% en 2016) et libyenne (un excédent de 2,2%, contre un déficit de -48,1% en 2016).

42. Sur le plan social, les progrès paraissent indéniables en Afrique du Nord, même si tous les pays ne sont pas dans la même situation. Les conditions de vie se sont améliorées notablement et la pauvreté a reculé sensiblement grâce à des investissements importants dans les secteurs de l'éducation, de la santé, des services de base, de l'eau, de l'électricité, de logement. Entre 2012 et 2017, les pays qui ont le mieux progressé en termes de l'indice de développement humain sont le Soudan (20.29%), le Maroc (12.86%) et la Mauritanie (11.35%). Les pays comme la Tunisie, l'Egypte et la Libye, qui ont connu à partir de 2011, des troubles profonds, ont vu un ralentissement du développement humain. Les principaux défis de la sous-région sur le plan social restent le taux de chômage des jeunes et des femmes et les inégalités sociales et régionales.

43. Le rapport se penche ensuite sur les raisons de la faible croissance de la productivité du travail dans la sous-région, comparativement à d'autres pays en développement ou émergent. Il relève que des distorsions présentes dans l'économie, dues aux imperfections de marchés, mais également induite par des institutions encore inefficaces, sont à l'origine d'une mauvaise allocation des ressources à la défaveur des entreprises les plus productives.

44. Le rapport souligne que le renforcement des capacités de l'Etat ne doit pas s'accompagner uniquement de la mise en place d'avantages ciblés vers quelques secteurs voire certaines entreprises. La raison en est que les politiques industrielles sont souvent difficiles à modifier une fois en place. Cette inertie peut se traduire par des politiques bien intentionnées, avec des effets positifs à court et moyen terme, mais ayant des effets négatifs importants à long terme sur la production et la productivité globales. Les politiques industrielles entraînent alors des distorsions idiosyncratiques qui peuvent affecter de façon disproportionnée les unités les plus productives, et qui se traduisent par des reprises spectaculaires de croissance, mais temporaires suivies d'échecs. Par conséquent, plutôt que de s'engager simplement dans une politique industrielle active, les pouvoirs publics devraient se concentrer pleinement sur le développement d'institutions solides, une administration efficace, une forte protection des droits de propriété, un régime réglementaire favorable et une disponibilité suffisante en infrastructures publiques pour soutenir le développement du secteur privé.

45. Au terme de cet exposé, le Comité a remercié et félicité le Secrétariat pour la qualité et la richesse de la communication, ainsi que le choix de la thématique développée. Il a relevé l'absence d'éléments susceptibles de mettre en lumière l'état et le niveau actuels du commerce intra régional et attiré l'attention sur la nécessité d'harmoniser les progrès en matière de croissance économiques et les performances sociales, ainsi que sur la nécessité de disposer de données plus affinées en vue de formuler des politiques publiques plus adéquates.

46. A ce titre, le délégué de l'Egypte a souligné l'importance d'harmoniser les périodes sur lesquelles sont calculés les différents indicateurs macroéconomiques avec celle de l'année budgétaire. Le Comité a fait remarquer que le coût environnemental de la croissance n'était pas pris en compte dans le calcul de la croissance économique et cela risque de ne pas donner la juste mesure nécessaire. En effet, l'analyse de la croissance devrait également prendre en compte l'impact sur les ressources, car il y a des croissances appauvrissantes qui consomment beaucoup de ressources non renouvelables. Concernant les problèmes de déficit budgétaire, le Comité a relevé qu'un déficit découlant d'un effort d'investissement ne devrait pas être perçu comme un problème en soi, étant donné qu'il aura servi indirectement à accroître la productivité. Il a indiqué par ailleurs que l'analyse de la productivité devrait être menée selon une approche sectorielle, et d'ajouter que la croissance de la productivité repose également sur la Recherche & Développement et l'investissement en capital humain. L'adéquation entre la formation et les besoins sectoriels est également un aspect important de la croissance économique qu'il faut intégrer. Le Comité a été informé par le représentant du Soudan que les sanctions économiques constituaient un frein majeur à la réalisation des ODD. Ce dernier a exhorté la communauté internationale à aider son pays dans les efforts qu'il fournit pour progresser dans la réalisation des objectifs du développement durable malgré l'impact de ces sanctions.

47. Le Secrétariat a pris note des observations formulées par le Comité pour la prise en compte dans le Profil sous-régional - Afrique du Nord du commerce intrarégional, de la question de l'intégration régionale et de l'analyse des trajectoires de développement empruntées par les pays de la sous-région.

48. Au terme des débats, le Comité a fait siennes les recommandations du Secrétariat compilées dans l'annexe I.

VI. SESSION SPÉCIALE : « L'accord pour la mise en place de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf) et l'impact pour l'Afrique du Nord »
(Point 5 de l'ordre du jour)

49. La session avait pour objectif principal de contribuer à l'amélioration des connaissances des pays membres en ce qui concerne le projet d'intégration continentale à travers la provision d'un espace de dialogue et d'échange entre les pays membres et avec la participation d'experts.

50. La session a été marquée par la participation d'un Expert du Centre africain des politiques commerciales (CAPC) de la CEA ainsi que la participation de la Représentante du Programme d'intégration régionale du Bureau Afrique du Nord de la Banque Africaine de Développement (BAD). L'exposé du CAPC a donné un aperçu sur l'état d'avancement de la signature et de la ratification de l'Accord, les défis auxquels font face les pays membres quant à la suite des négociations, notamment en préparation de la deuxième phase de l'Accord, ainsi que l'impact de la mise en œuvre de la ZLECAf au niveau continental et au niveau des pays d'Afrique du Nord. L'intervention de la Représentante de la BAD s'est focalisée quant à elle sur la stratégie d'intervention de l'institution panafricaine en appui au processus d'intégration régionale continentale.

51. Les délégués du Soudan et de la Mauritanie ont salué les efforts entrepris par la CEA en matière d'appui au processus continental et ont relevé certains défis importants auxquels les pays devraient faire face pour la réussite de ce projet ambitieux. Il s'agit en particulier du développement des infrastructures, la mise en place de mesures de facilitation du commerce et la disponibilité de financements adéquats pour la promotion du commerce. Le Comité a également relevé l'importance de la mise en place de mécanismes de compensation des pertes qui seraient engendrées par la réduction des recettes douanières afin de s'assurer que tous les pays puissent équitablement bénéficier de ce processus d'intégration continentale. Enfin et en lien avec le thème choisi pour cette 33ème réunion du CIE, le Comité a souligné la nécessité de disposer de données actualisées et régulières, comme un préalable nécessaire à la réussite de la ZLECAf.

VII. TABLE RONDE/RÉUNION DU GROUPE D'EXPERTS : « La révolution des données en Afrique du Nord : Mettre les données au service de la transformation structurelle »
(Point 6 de l'ordre du jour)

52. La réunion a été ouverte par Mme Lilia Hachem Naas, Directrice du Bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique du Nord et modérée par Mme Kalthoum Hamzaoui, Directrice au Ministère du développement, de l'investissement et de la coopération internationale, Tunisie.

53. Dans son allocution d'ouverture, Mme Hachem Naas a rappelé qu'au cours de la période précédant l'adoption de l'Agenda 2030, les Etats membres et le Système onusien ont reconnu l'importance cruciale des données et la nécessité de renforcer la capacité des systèmes statistiques à produire des données fiables pour évaluer la mise en œuvre des Objectifs et les cibles du développement durable. À cet effet et vu l'importante demande des pays africains pour un appui dans le domaine des statistiques et des données, le Secrétaire Général de l'ONU a mis en place- aux fins de réflexion et suggestions de solutions pratiques - un Groupe de Haut Niveau (GHN). Ce dernier a subséquemment publié un Rapport mettant en avant l'importance d'un nouveau partenariat entre les gouvernements, les partenaires au développement et la société civile afin de révolutionner les données et les statistiques.

54. Deux défis sont à souligner pour les pays en développement, à savoir la demande croissante en données désagrégées, ainsi que l'élaboration d'un cadre national d'indicateurs devant servir à informer et évaluer la réalisation des ODD. Dans ce cadre, a remarqué Mme

Naas, et suite à des études et rapports publiés récemment par des institutions internationales et régionales, l'on assiste à une plus grande prise de conscience du caractère essentiel de l'exploitation de la révolution des données en vue d'accélérer le développement durable du continent.

55. Participant à cet effort de recherche sur la révolution des données, la CEA a récemment publié un Rapport s'appuyant sur des études de cas approfondies sur les écosystèmes nationaux de données dans dix pays d'Afrique ne comptant aucun d'Afrique du Nord, cependant. Mme Naas a souligné qu'à ce titre, la réunion du Groupe d'experts sous le thème « La révolution des données en Afrique du Nord : Mettre les données au service de la transformation structurelle » était une occasion privilégiée pour couvrir cette question au niveau des pays de la sous-région.

56. La réunion d'experts a procédé à un examen complet de l'écosystème de données dans la perspective de la révolution des données fondée sur des statistiques économiques, sociales et environnementales de qualité, nécessaire à la transformation économique et à la réalisation des Agendas 2030 et 2063 en Afrique du Nord. Cet examen, a permis d'identifier les problèmes auxquels les pays sont confrontés et de proposer des plans d'action applicables dans le contexte de la sous-région. La réunion a été l'occasion de discuter des actions concrètes à même de soutenir les acteurs dans la chaîne de production des données en Afrique du Nord qui s'emploient à satisfaire la nouvelle demande relative aux ODD et à l'Agenda 2063.

57. En plus de la session d'ouverture, les cinq sessions plénières qui ont suivi ont porté sur: i) Les méga données et la transformation structurelle en Afrique; ii) Les enseignements tirés du projet de l'utilisation des technologies mobiles dans la production et l'exploitation des données statistiques dans deux pays pilotes en Afrique du Nord; iii) Les résultats du rapport d'études sous-régionale; iv) Les statistiques de l'emploi en Afrique du Nord : les bonnes pratiques, les défis et les perspectives et v) Les principales conclusions et validation et adoption des recommandations. Les débats qui ont suivi les différentes sessions ont relevé la qualité des communications et la richesse des propositions de politiques publiques émanant à la fois des experts invités et des représentants des gouvernements.

58. A l'issue des discussions, le Comité a fait siennes les recommandations proposées par le Secrétariat et formulé des recommandations supplémentaires qui sont consignées dans l'annexe du rapport de la table ronde (annexe II).

VIII. RAPPORT SUR LES AGENDAS RÉGIONAUX ET INTERNATIONAUX ET AUTRES INITIATIVES SPÉCIALES EN AFRIQUE DU NORD *(Point 7 de l'ordre du jour)*

59. Le Secrétariat a rappelé la finalité du rapport sur la mise en œuvre des Agendas régionaux et internationaux de développement et des initiatives spéciales en Afrique du Nord (ECA/SRO-NA/ICE/33/3). Il s'agit d'accompagner les États dans le suivi des progrès réalisés au regard des engagements mondiaux et régionaux et de s'assurer de la prise en compte des priorités de la sous-région dans les processus de négociation au niveau international et régional.

60. La communication a porté sur les résultats des différents forums organisés en 2018 et liés au suivi de l'Agenda 2030 au niveau sous-régional, continental et global; les enjeux de la prochaine Conférence des parties (COP 24) sur le climat ainsi que les initiatives spéciales portant sur l'adoption du Pacte mondial sur la migration (décembre 2018) et l'Accord sur la Zone de libre échange continentale africaine (ZLECA), signé en mars 2018.

61. La réunion sous-régionale sur les ODD en Afrique du Nord organisée par le Bureau avait pour but de présenter et discuter le rapport sur la mise en œuvre des ODD au Maghreb. Elle a également traité de deux thématiques d'importance : l'emploi et la sécurité alimentaire.

Cette réunion a mis en avant la nécessité d'améliorer l'appropriation des deux Agendas 2030 et 2063 et leur intégration dans les politiques publiques. Elle a également souligné les besoins en renforcement des capacités statistiques nationales. Les participants ont recommandé à la CEA de réaliser un profil régional sur la base d'un ensemble convenu d'indicateurs et d'organiser un atelier régional de formation des INS sur les indicateurs et les méthodologies de calcul.

62. Le Forum régional africain sur le développement durable (FRADD) organisé annuellement par la CEA a permis un partage d'expériences entre les pays sur la préparation des rapports nationaux volontaires. La CEA y a présenté les principaux résultats du rapport 2018 sur le développement durable en Afrique qui est une publication annuelle conjointe de la CEA, la CUA, la BAD et le PNUD. Les principaux messages du FRADD ont été présentés au FPHN lors de la table ronde régionale (www.uneca.org/arfsd2018). La prochaine session du FRADD se tiendra au Maroc en 2019.

63. Le Forum Politique de Haut niveau (FPHN)-2018 portait sur le thème "La transformation vers des sociétés durables et résilientes" et concernait les ODD 6, 7, 11, 12, 15 et 17. Le rapport 2018 de l'ONU sur le développement durable a mis en exergue les avancées dans les domaines des énergies renouvelables, de la lutte contre la déforestation, de l'éducation, la santé et l'industrie manufacturière. Il a aussi souligné un certain nombre de défis, notamment la persistance des poches de pauvreté dans les zones rurales, l'accroissement de l'insécurité alimentaire, l'accès limité à l'eau, l'assainissement et l'électricité, la persistance des discriminations envers les femmes, la vulnérabilité face au changement climatique, l'accroissement de la perte de la biodiversité, l'augmentation des conflits et des flux migratoires, l'insuffisance de l'APD et de la coopération Sud-Sud. Le FPHN a examiné 46 rapports nationaux volontaires. Un résumé des principaux messages issus de ces rapports est disponible à l'adresse : <https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf/2018>. Le FPHN 2019 sera placé sous l'égide de l'assemblée générale des Nations Unies.

64. Le second Forum mondial des Nations Unies sur les données a eu lieu à Dubaï en octobre 2018. Ce forum a été mis en place par la Commission statistique des Nations Unies pour renforcer les capacités et mobiliser les ressources pour accompagner le développement des données. Il rassemble les différentes communautés de producteurs et utilisateurs de données. Le Forum sur les données a fait le point de la situation des données et traité des questions suivantes : les nouvelles approches de renforcement des capacités, les innovations et les synergies dans les écosystèmes de données, l'interprétation des données, l'instauration de la confiance à l'égard des données pour ne laisser personne pour compte. Les travaux du Forum en matière de renforcement des capacités s'inspirent du Plan d'action mondial de Capetown lancé lors du premier forum et approuvé par la Commission statistique (mars 2017) et par l'AG-NU (septembre 2017). Les besoins les plus urgents portent sur l'amélioration de l'exploitation des données administratives et des statistiques relatives à la pauvreté, l'environnement, l'état civil, au genre et aux droits humains.

65. La prochaine COP 24 sur le climat (Pologne, décembre 2018) se déroulera dans un contexte marqué par une augmentation des températures depuis trois ans (2015, 2016 et 2017). Les principaux enjeux de cette conférence portent sur : l'adoption des règles de mise en œuvre de l'Accord de Paris, le bilan des efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre et un engagement à les accroître, l'adoption d'une définition consensuelle de la finance climat, la poursuite du plaidoyer pour augmenter le financement de l'adaptation et la tenue d'un dialogue d'experts sur la question des pertes et préjudices. En 2019, un Sommet sur le climat, sera organisé sous l'égide du SG de l'ONU pour renforcer les ambitions de l'Accord de Paris.

66. L'accord sur la ZLECA, projet phare de l'Union Africaine, a été signé par 44 pays (Kigali, mars 2018). Cet accord vise à supprimer les barrières douanières et créer un marché unique pour une meilleure intégration économique et commerciale du continent. Les négociations de la seconde phase vont débiter en 2019 et concerner essentiellement les dispositions relatives aux investissements, à la concurrence et aux droits de propriété intellectuelle. L'Union Africaine recommande aux pays de mettre en place une stratégie ZLECA accompagnée de dispositifs institutionnels dédiés pour utiliser au mieux les opportunités offertes par la ZLECA.

67. Le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières sera adopté par la Conférence intergouvernementale de l'AG des Nations Unies (Marrakech, 10-11 décembre 2018). Il a pour objet d'adopter une approche commune et renforcer la coordination des questions multidimensionnelles de la migration internationale. Dans le cadre du processus préparatoire, la CEA a organisé des consultations sous-régionales et régionales et fournit un appui au groupe africain lors du processus de négociations intergouvernementales qui a conduit au projet final du Pacte.

68. Les débats ont souligné l'importance pour les pays de l'Afrique du Nord de renforcer la réflexion sur les questions liées au changement climatique, à la migration, à l'intégration régionale et à la coopération Sud-Sud. Dans le cadre de la mise en œuvre des ODD, la contextualisation des ODD, la coordination institutionnelle et la participation de tous les acteurs ont été considérés comme un préalable fondamental. Les expériences des pays en la matière pourraient être partagées dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

69. Il est important pour les pays d'Afrique du Nord de bien se préparer pour être en mesure de porter les priorités de la sous-région dans les débats menés à l'échelle continentale et globale sur les questions de développement durable, notamment lors des principaux rendez-vous prévus en 2019.

70. Les pays ont reconnu la complémentarité des deux Agendas 2030 et 2063 et souligné la nécessité de développer les outils nécessaires pour une mise en œuvre et un suivi harmonisé de ces cadres de développement.

IX. RAPPORT D'ACTIVITÉS 2017-2018 DU BUREAU ET PROGRAMME DE TRAVAIL 2019 : QUESTIONS STATUTAIRES *(Point 8 de l'ordre du jour)*

71. Le secrétariat a présenté le plan stratégique global révisé de la CEA pour 2018-2019. Il a souligné que la CEA a entrepris une revue stratégique de son programme visant à réaligner ses activités avec les réformes globales de l'ONU et à mieux répondre aux exigences et aux priorités des États membres. Les principales raisons de cet examen sont : l'évolution du contexte de développement qui façonne désormais la région et les programmes de la Commission (par exemple, l'environnement macroéconomique, l'incidence élevée de la pauvreté, les inégalités persistantes qui sous-tendent l'instabilité sociale et économique, les niveaux élevés de chômage, les impératifs de diversification, le besoin de financement du développement et le développement du secteur privé, le changement climatique accéléré, la nécessité d'une politique efficace de données et de gouvernance, le rôle des femmes dans le développement); la nécessité de relier les priorités de développement aux questions de paix et de sécurité (prévention des crises); et la nécessité d'une meilleure collaboration avec l'Union africaine (cadre de développement UA-ONU et cadre pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité).

72. Dans ce sens, le nouveau plan stratégique permet de repositionner la CEA et réorienter les programmes de la Commission selon sa nouvelle vision « Pour une Afrique autonome et transformée – passer des idées à l'action ». Cette démarche a permis de redéfinir les fonctions

de base, les objectifs globaux et les orientations stratégiques sur lesquels la CEA va se concentrer en 2018-2019.

73. Ce plan stratégique a induit également une réorganisation des bureaux sous-régionaux pour les rendre plus ciblés, pertinents et efficaces. Il s'agit à ce titre de focaliser les Bureaux sous-régionaux sur des domaines de spécialisation spécifiques pour fournir des services de recherche et d'analyse de haut niveau, des conseils en matière de politique et de renforcement des capacités au profit des États membres, des CER au niveau de la sous-région et au niveau continental.

76. Dans ce cadre, le Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord a formulé et validé avec les pays membres une nouvelle stratégie pour le biennium 2018-2019 de spécialisation dans le domaine « emploi, compétences et développement équitable ». L'objectif est d'aider les sept pays membres à concevoir et mettre en œuvre des politiques et programmes à même de favoriser la création d'emplois et le développement équilibré dans la perspective d'une transformation structurelle conforme aux Agendas 2030 et 2063. Sur la base des présentations faites, un débat nourri a eu lieu au cours duquel les différents intervenants des pays membres ont partagé leurs observations et propositions sur le nouveau cadre stratégique. Dans ce contexte, le Comité a souhaité que le Bureau, au-delà de son domaine de spécialisation comme générateur de savoir et de connaissances, suscite et s'implique davantage dans l'action sur le terrain, tant en termes d'assistance technique qu'en termes d'appui financier aux programmes.

77. Le Secrétariat a ensuite présenté le rapport d'activités du Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord pour la période allant d'octobre 2017 à septembre 2018 (ECA/SRO-NA/ICE/33/4).

78. Les activités réalisées et celles à venir sont inscrites dans le sous-programme 7 de la CEA, intitulé « Activités sous-régionales de développement », et du cadre stratégique révisé 2018-2019 qui préconise de « mener à bien une transformation structurelle et un développement équilibré par la mise en place d'un environnement propice à la création d'emplois pour les femmes et les jeunes en Afrique du Nord ».

79. Le Bureau a d'abord présenté sa contribution à la réalisation du premier résultat majeur, relatif à l'amélioration des capacités des États membres dans le domaine des politiques et des stratégies nationales de création d'emplois, à travers trois axes d'intervention principaux. Le premier axe correspond à la tenue d'une réunion d'experts qui a présenté les résultats d'une étude sur l'emploi des jeunes et le développement durable en Afrique du Nord. Cette réunion a pu débattre : (i) des opportunités et défis liés à la promotion de l'emploi décent en faveur des jeunes en Afrique du Nord, (ii) de l'évaluation des politiques et des programmes pour la promotion de l'emploi des jeunes, en analysant les défis et les opportunités, et en identifiant les bonnes pratiques, (iii) ainsi que des leçons retenues de l'intégration des politiques de l'emploi des jeunes dans les politiques de développement national. La rencontre a abouti à la formulation de recommandations en faveur de l'emploi des jeunes et du développement durable en Afrique du Nord.

80. Le second axe a traité de la question de l'efficacité des institutions en tant que déterminant de l'allocation optimale des ressources et de la transformation structurelle. En effet, la lente transformation structurelle est l'une des raisons du chômage élevé dans la sous-région, en particulier chez les jeunes diplômés. A ce titre, le Bureau a conduit une étude sur la qualité des institutions et son impact sur l'allocation efficace des ressources pour une réelle transformation structurelle en Afrique du Nord. Les résultats de cette étude ont été présentés et débattus à l'occasion d'une réunion d'experts qui a débouché sur l'identification de politiques visant à réduire l'impact négatif des distorsions sur l'allocation des facteurs de production. Des

pistes de réformes institutionnelles ont été identifiées pour favoriser une meilleure allocation des facteurs dans les économies de l'Afrique du Nord.

81. Le troisième axe correspond à la production de profils de pays pour l'Égypte (1) et le Soudan (1). Outre un bilan de la situation économique et sociale, ces profils ont analysé les politiques menées et les défis que les pays doivent relever dans le domaine économique et social, notamment celui de l'emploi. Une nouvelle publication intitulée "Transformation Structurelle, Emploi, Production et Société (STEPS)" a été par ailleurs introduite et a été produite pour le cas du Maroc. Le STEPS Maroc indique que la transformation structurelle du pays passe nécessairement par une amélioration de son capital humain. Les déficits enregistrés en matière d'éducation et de santé limitent les capacités du pays à tirer profit du potentiel de jeunesse de sa population. Le document montre en outre qu'un meilleur et plus grand investissement dans la force de travail permettra d'améliorer la productivité, particulièrement dans le secteur non agricole.

82. Le Bureau a ensuite présenté sa contribution à la réalisation du second résultat majeur, relatif au renforcement de la capacité des pays membres et de l'UMA à mettre en œuvre les priorités sous-régionales de développement durable, à travers quatre domaines d'intervention. Le premier domaine a consisté en la tenue de la 4^{ème} réunion consultative annuelle du Mécanisme sous-régional de coordination MSRC - Afrique du Nord en appui à la réalisation des ODD. Cette rencontre a eu pour thème la réalisation des ODD et le renforcement des partenariats en Afrique du Nord. Elle a permis (i) une compréhension commune des priorités régionales et des défis liés à la mise en œuvre des ODD, (ii) le partage d'informations sur les initiatives en cours et à venir visant la réalisation des ODD, menées par l'UMA, les Agences des Nations Unies et les partenaires au développement, ainsi que (iii) la définition des axes principaux d'intervention et d'une feuille de route régionale (2018-2019) pour accélérer la réalisation des ODD.

83. Le second domaine correspond à l'organisation d'une réunion d'experts lors de laquelle le Bureau a présenté le premier rapport sur la mise en œuvre des ODD dans les pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Mauritanie et Tunisie). Préparé à la suite d'une demande de l'UMA, ce rapport analyse les efforts menés par ces pays en termes d'appropriation, de contextualisation, de gouvernance institutionnelle et de suivi des ODD. Les discussions ont débouché sur des recommandations concernant la gouvernance institutionnelle et la participation effective de la société civile et du secteur privé, l'intégration des ODD dans les politiques publiques, sectorielles et locales, le suivi des ODD et enfin, les mécanismes de budgétisation et de mobilisation des ressources.

84. Le troisième domaine d'intervention est relatif à l'approfondissement de la question des chaînes de valeur régionales. À la suite d'une demande de l'UMA, le Bureau a réalisé une étude qui identifie les leviers susceptibles d'accélérer le processus d'intégration régionale à travers le développement du commerce intra-Afrique du Nord et contribuer à la transformation structurelle des économies de la sous-région. L'étude établit une cartographie sectorielle des chaînes de valeur régionales (CVR) existantes et procède à une analyse de leur potentiel de développement. Elle débouche enfin sur la formulation d'un cadre commun d'action pour la promotion des CVR en Afrique du Nord.

85. Le quatrième domaine d'intervention présenté par le Bureau correspond, quant à lui, aux activités d'appui conseil en faveur des pays membres. A ce titre et en collaboration avec le Centre Africain pour la Statistique (ACS) de la CEA, le Bureau a contribué à l'atelier d'audit et d'analyse des comptes nationaux de la Mauritanie selon le nouveau système de comptabilité nationale (SCN 2008). L'exercice a permis (i) d'analyser le degré de prise en compte des recommandations du SCN 2008 (ii) de réaliser un audit complet des comptes nationaux rénovés

selon le SCN 2008, (iii) d'aider à formuler une proposition méthodologique pertinente pour la rétropolation des années antérieures, et (iv) de formuler des recommandations techniques ciblées visant l'amélioration de la qualité des comptes nationaux selon le SCN 2008. Dans le même sens, le Bureau a conduit une mission d'appui technique au Soudan pour initier avec le Bureau central de la statistique du Soudan une évaluation du système de comptabilité nationale pour la mise en place du SCN 2008.

86. Le Bureau a également fourni un appui technique à la Direction de la Coordination de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) du ministère de l'économie et des finances (MEF) de la Mauritanie pour la mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation. Une autre mission d'appui technique à la Direction générale des politiques et stratégies de développement du MEF de la Mauritanie a été réalisée en vue de soutenir le processus de préparation du premier rapport national volontaire sur les ODD qui sera présenté au Forum Politique de haut niveau en juillet 2019.

87. Le Secrétariat a ensuite présenté le programme de travail de 2019 du Bureau structuré autour de deux axes : les rencontres (statutaires ou thématiques) et les publications. Les rencontres prévues pour 2019 sont : i) une réunion du Comité intergouvernemental d'experts; ii) deux réunions d'experts sur le Renforcement de l'intégration régionale en Afrique du Nord à travers l'échange électronique d'informations douanières et la Gestion du risque climatique : état des lieux et meilleures pratiques en Afrique du Nord; iii) Le Forum pour le développement de l'Afrique du Nord; iv) une réunion du Mécanisme sous-régional de coordination. Les publications programmées sont : i) les profils de pays et les "Structural Transformation Employment Production Society" (STEPS); ii) le rapports sur les agendas régionaux et internationaux, et autres initiatives spéciales dans la sous-région; iii) le rapport annuel d'activités de la CEA en Afrique du Nord; iv) et les publications issues des deux réunions de groupes d'experts.

88. Le secrétariat a enfin présenté les nouvelles orientations stratégiques des activités du Bureau prévues pour 2019-2020 sur : (i) l'emploi des jeunes dans les pays de la sous-région et la feuille de route pour la spécialisation sur le thème de « l'emploi, compétences et développement équitable » ; (ii) et les activités relatives au suivi des ODD au Maghreb.

89. Le Bureau a ensuite présenté de nouveaux domaines qu'il couvrira également durant la période à venir: (i) la situation de l'économie bleue dans les pays de la sous-région et la feuille de route pour l'élaboration d'une stratégie pour son développement; (ii) et l'analyse comparative de l'intégration de la migration dans les politiques nationales du développement et la feuille de route pour la mise en œuvre du pacte mondial pour la Migration.

90. Après avoir pris note des activités du Bureau et de son programme de travail pour l'exercice à venir, le Comité a noté avec intérêt l'impact des efforts consentis et salué la volonté soutenue du Bureau d'accompagner les pays membres dans la concrétisation du projet d'intégration régionale en Afrique du Nord.

91. Les participants n'ont pas manqué de saluer l'effort fait par le Bureau pour la mise en œuvre des Recommandations issues des sessions précédentes du CIE dont celles relatives à la nécessité d'équilibrer les interventions de la CEA et son appui technique dans les pays de la sous-région, ainsi que la couverture en données de tous les pays

92. Toutefois, le Comité a insisté pour que le Bureau veille à approfondir substantivement l'analyse des liens entre les stratégies nationales pour la réalisation des ODD et leurs incidences sur l'emploi.

93. Répondant à l'invitation de la Directrice du Bureau Afrique du Nord de proposer des thèmes sur lesquels le Comité souhaiterait que la CEA travaille, un consensus s'est dégagé

concernant une palette de sujets jugés pertinents et cruciaux pour la sous-région. Les sujets proposés sont reproduits au niveau des recommandations figurant dans l'annexe I de ce Rapport.

94. S'agissant du positionnement du Bureau par rapport aux thématiques de i) l'emploi des jeunes, ii) la situation de l'économie bleue dans la sous-région et iii) l'intégration de la migration dans les politiques nationales du développement, le Comité a apprécié la pertinence des présentations faites sur ces trois thématiques.

95. Concernant l'économie bleue, le Comité a souligné le caractère crucial de la promotion du transport maritime pour la mise en œuvre de la ZLECAf dans la région Afrique du Nord. Tous les pays présents ont par ailleurs rappelé l'importance que revêt pour eux cette dernière ainsi que les différentes initiatives entreprises dans ce domaine (Forum de la mer organisé récemment en Tunisie).

96. L'accent a été mis également sur le besoin d'intégrer des données plus précises dans les études faites ; et pour ce faire, le Comité a suggéré que le Bureau recoure aux pays eux-mêmes pour des données sur des sujets tels que les zones économiques exclusives et les zones protégées.

97. Le renforcement des capacités a également été souligné par le Comité comme un requis d'importance, et a recommandé que les compétences soient promues dans les différents domaines d'activité liés à l'économie bleue. Le Comité a également mis en exergue les avantages à tirer d'un effort plus soutenu visant à promouvoir les partenariats et la mutualisation des compétences entre les pays, en vue d'aboutir à des situations gagnant - gagnant.

98. Concernant la thématique de la migration, le Comité a mis l'accent sur le lien étroit qu'il y avait entre cette thématique et la question des droits de l'homme explicitement soulignée dans les Agendas 2030 et 2063. Le comité a unanimement reconnu l'importance de désenclaver la migration de l'aspect sécuritaire et de la traiter dans une perspective proactive qui la lie d'emblée au processus de développement (la Tunisie par exemple à intégrer un module migration dans ses enquêtes trimestrielles sur l'emploi).

99. Au terme des débats, le Comité a fait siennes les recommandations du Secrétariat et a ajouté les amendements compilés en annexe (annexe I).

X. LANCEMENT DU PREMIER RAPPORT SUR LA REALISATION DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE AU MAGHREB *(Point 9 de l'ordre du jour)*

100. Le lancement du rapport a eu lieu en présence du Représentant du Ministre du développement, de l'investissement et de la coopération internationale de Tunisie, M. Ayed Belgacem, et de la représentante du Bureau du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies en Tunisie, Mme Aida Robbana, qui ont tous deux prononcé une brève allocution.

101. Le Bureau de la CEA a rappelé le contexte et les objectifs du rapport avant de présenter les principaux résultats, les défis et quelques recommandations. Le rapport a mis en exergue le retard dans le processus d'appropriation et d'intégration des ODD dans les cadres de planification, le besoin de mettre en place ou renforcer le dispositif institutionnel de coordination et de suivi des ODD, l'engagement limité des territoires, de la société civile et du secteur privé ou encore le gap important en matière de données. La question du financement des ODD n'est pas encore abordée dans le cadre d'une approche d'alignement budgétaire. La présentation thématique a souligné les avancées en matière de résorption de l'insécurité alimentaire sévère (2.1.2), d'accès à l'électricité (7.1.1), de développement des énergies renouvelables (7.2.1) et de lutte contre la déforestation (15.1.1). Des efforts doivent encore être

faits pour améliorer le niveau des investissements publics du secteur agricole, réduire le chômage des jeunes et des femmes, développer l'industrie manufacturière et, accroître le niveau des dépenses en matière de recherche et développement.

102. Le rapport fait un certain nombre de recommandations dont : Accroître la sensibilisation et l'appropriation des ODD par tous, Mettre en place un dispositif institutionnel de coordination et de suivi des ODD en mesure d'assurer une meilleure cohérence des politiques et programmes (cible 17.14), accélérer la revue des politiques publiques et la priorisation des ODD, cibles et indicateurs, mettre en place les mécanismes nécessaires pour favoriser la concertation et les partenariats avec la société civile, le secteur privé, les collectivités territoriales et le milieu académique et scientifique, développer les systèmes statistiques et les bases de données régionales et accorder plus d'attention aux données environnementales et sectorielles.

XI. EXAMEN ET APPROBATION DES RECOMMANDATIONS DE LA TABLE RONDE/DE LA RÉUNION DU GROUPE D'EXPERTS *(Point 10 de l'ordre du jour)*

103. Les recommandations de la réunion ad hoc d'experts sur « La révolution des données en Afrique du Nord : Mettre les données au service de la transformation structurelle » ont été portées à l'examen du Comité qui les a amendées puis adoptées telles que reproduites dans l'annexe II du présent rapport.

XII. EXAMEN ET ADOPTION DU RAPPORT ET DES RECOMMANDATIONS DE LA TRENTE-TROISIÈME RÉUNION DU CIE *(Point 11 de l'ordre du jour)*

104. Le Comité a examiné et adopté les recommandations de sa trente-troisième réunion, telles que reproduites dans l'annexe II du présent rapport. Par ailleurs, le Comité a encouragé les participants des pays de la sous-région à envoyer au Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord leurs amendements dans un délai n'excédant pas deux semaines afin de permettre au Secrétariat de les insérer dans le rapport final.

105. Sur la base de ces observations, le Comité a adopté le présent rapport et a demandé au Secrétariat de transmettre les recommandations du CIE à la prochaine Conférence des ministres africains.

XIII. DATE ET LIEU DE LA TRENTE-QUATRIÈME RÉUNION DU CIE *(Point 12 de l'ordre du jour)*

106. Lors de la discussion de la désignation du lieu et de la date de la prochaine session du CIE en 2019, la Représentante de l'Égypte a manifesté son souhait de voir la trente-quatrième session se tenir dans son pays. Elle a indiqué que son pays entrera en contact le plus tôt possible avec le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA afin de convenir de la date et des modalités pour l'organisation de cette réunion.

107. Prenant la parole à son tour, le Représentant de l'Algérie a fait remarquer que son pays, ayant été élu cette année Vice-Président du bureau de la trente-troisième session du CIE et qu'il présidera de facto selon l'usage la prochaine session du CIE, souhaite accueillir à son tour ladite réunion en 2019.

108. Les Représentants du Maroc et de la Tunisie ont salué et remercié l'Égypte et l'Algérie pour leurs initiatives et ont invité la CEA à réfléchir sur la mise en place d'un mécanisme pour alterner l'organisation des sessions du CIE entre les pays de la sous-région et le Maroc en tant que pays du siège du bureau.

109. Prenant la parole sur ce point, la Directrice du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA a remercié à son tour l'Égypte et l'Algérie pour l'intérêt qu'ils ont manifesté pour accueillir la prochaine session du CIE. Elle a indiqué qu'elle prévoit de consulter le siège de la CEA sur l'usage d'organiser les réunions en alternance et se concerter avec les pays membres afin de déterminer le prochain pays hôte soit en adoptant le mécanisme, à l'instar de celui adopté actuellement pour l'organisation de la Conférence des ministres ou tout autre type de rotation, pour alterner l'organisation du CIE entre les pays de la sous-région.

XIV. QUESTIONS DIVERSES *(Point 13 de l'ordre du jour)*

110. Les participants ont proposé au Secrétariat que, pour plus d'efficacité, les recommandations de la réunion d'experts devraient être présentées pour adoption aux Experts eux-mêmes et ce avant la clôture de leur rencontre, et éviter de soumettre ces dernières aux membres du comité lors de l'adoption du Rapport final de la réunion du CIE.

111. À l'issue de la trente-troisième réunion du Comité intergouvernemental d'experts, le Représentant du Maroc a adressé en son nom et au nom des pays membres et des participants, une Motion de remerciements à SE. M. Ziad Ladhari, Ministre du développement, de l'investissement et de la coopération internationale, à M. Samir Majoul, Président de l'UTICA, au Gouvernement et au peuple de la République de Tunisie. Le texte intégral de cette motion est reproduit, en arabe, à l'annexe V.

XV. CLÔTURE DE LA RÉUNION *(Point 14 de l'ordre du jour)*

112. Dans son allocution de clôture, la Directrice du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA, Mme Lilia Hachem Naas, a exprimé sa satisfaction eu égard au succès des travaux de la trente-troisième session du CIE, organisée cette année à Tunis pour la première fois en dehors du pays Siège du Bureau (Maroc).

113. Elle a par ailleurs remercié et félicité au nom de la CEA et des États membres, les Autorités Tunisiennes et plus particulièrement SE. M. Ziad Ladhari, Ministre du développement, de l'investissement et de la coopération internationale ainsi que l'UTICA qui a abrité cette réunion ainsi que les responsables et cadres de ces deux institutions pour la qualité d'organisation de cette session du CIE.

114. Mme Lilia Hachem Naas n'a pas manqué de remercier également toute l'équipe du Bureau Afrique du Nord, ainsi que les employés de l'UTICA et ceux du ministère de la coopération internationale pour l'appui logistique fourni ; comme elle a remercié les hôtes et les interprètes pour l'aide et la patience qu'ils ont manifestées tout au long de cette réunion.

115. Avant de déclarer la clôture de la trente-troisième session du CIE, la Présidente du bureau du CIE, Mme Kalthoum Hamzaoui, a salué les pays membres et les participants pour la motion de remerciements qu'ils ont adressée à SE. M. Ziad Ladhari, Ministre du développement, de l'investissement et de la coopération internationale, à M. Samir Majoul, Président de l'UTICA, au Gouvernement et au peuple de la République de Tunisie.

116. Elle a par ailleurs indiqué que la Tunisie a été honorée d'avoir accueilli les travaux de cette édition du CIE, qui a été marquée par la présence et la participation active de hauts responsables gouvernementaux de l'ensemble des pays de la sous-région, d'experts et de responsables des établissements publics et d'organisations du secteur privé, de la société civile ainsi que d'organisations internationales et régionales. Comme elle a remercié le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA pour la qualité des documents présentés lors de la réunion et félicité les participants pour la richesse de leurs débats et discussions. Elle a enfin déclaré clos les travaux de la trente-troisième réunion du Comité intergouvernemental d'experts.

ANNEXE I : RECOMMANDATIONS DE LA TRENTE-TROISIEME RÉUNION DU COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS

À l'issue des délibérations, le comité a émis les recommandations suivantes, et demandé au Bureau de les transmettre à la Conférence des ministres :

Recommandations relatives au profil sous régional

À l'endroit des États Membres :

1. Mettre à la disposition de la CEA les données disponibles nécessaires à la production du Profil régional.

À l'endroit de la CEA :

2. Intégrer dans le profil sous régional une section consacrée à l'analyse du commerce intrarégional et plus largement à l'intégration régionale ;
3. Développer une analyse des trajectoires de développement des pays membres, notamment en termes d'évolution de la structure sectorielle des économies et des analyses comparatives entre les pays de la sous-région ;
4. Intégrer le coût environnemental dans l'appréciation de la croissance économique des pays de la sous-région.

Recommandations relatives à la ZLECAf

À l'endroit des États Membres :

5. Accélérer la ratification de la ZLECAf pour appuyer le processus de réalisation de l'intégration de la sous-région ;
6. Renforcer les systèmes nationaux de statistiques pour la production de données à même d'évaluer les progrès en matière d'intégration continentale et évaluer son impact sur les économies africaines.

À l'endroit de la CEA :

7. Renforcer les activités de sensibilisation et de plaidoyer auprès des pays membres pour accélérer la ratification de la ZLECAf.

Recommandations relatives aux agendas régionaux et internationaux

À l'endroit de la CEA :

8. Organiser au niveau sous régional une réunion pour partager les expériences et les bonnes pratiques des pays dans l'élaboration des rapports nationaux volontaires et dans la mise en œuvre des ODD ;
9. Réaliser un profil régional Afrique du Nord sur les ODD qui comprend les cas de tous les pays de la sous-région.

Recommandations relatives au cadre stratégique de travail de la CEA

À l'endroit de la CEA :

10. Etudier la possibilité de renforcer l'assistance technique et l'étendre à un plus grand nombre de pays membres de la sous-région, en particulier pour l'élaboration et l'affinement d'indicateurs pertinents sur les disparités régionales, la pauvreté, l'emploi et l'intégration régionale ;

11. Travailler davantage dans la complémentarité avec tous les partenaires au développement en vue d'éviter les doublons, mutualiser les efforts et valoriser les résultats ;
12. Programmer un Forum spécial consacré aux initiatives nationales réussies en matière de création d'emploi, ce qui permettrait d'échanger les expériences, mutualiser les compétences et identifier les domaines de partenariat possible entre les pays de la sous-région ;
13. Prendre en compte dans la mesure du possible, les domaines de développement ci-après, jugés pertinents et cruciaux pour la sous-région :
 - Les performances des pays d'Afrique du Nord en matière de dépenses publiques ;
 - La coopération sud-sud et l'intégration industrielle en Afrique du Nord ;
 - Coopération sud-sud en lien avec le transport et services offerts pour faciliter le transport des marchandises ;
 - La facilitation du commerce ;
 - La coopération sud- sud : bonnes pratiques sous régionales et perspectives futures ;
 - La thématique de l'eau et son importance pour la sous-région
 - Étendue et retombées du secteur informel et de la contrebande sur les économies nationales.

Recommandations relatives à la recherche sur l'économie bleue

À l'endroit des États Membres :

14. Initier la réflexion pour intégrer l'économie bleue dans les stratégies nationales de développement ;
15. Renforcer la collecte et l'analyse des données pour améliorer la qualité des indicateurs relatifs à l'économie bleue.

À l'endroit de la CEA :

16. Appuyer les pays membres dans la réflexion pour intégrer l'économie bleue dans les stratégies nationales de développement ;
17. Approfondir la recherche sur l'économie bleue en travaillant avec les pays membres pour identifier et collecter les données les plus pertinentes.

Recommandations relatives à la migration

À l'endroit des États Membres :

18. Prendre en compte la question de la migration et les liens avec le développement dans les politiques nationales de développement ;
19. Assurer la disponibilité des données fiables sur la migration ;
20. Renforcer la coopération régionale sur les questions de la migration ;
21. Intégrer la dimension économique de la migration dans les négociations avec les partenaires au développement.

À l'endroit de la CEA :

22. Assister les pays membres pour la prise en compte la question de la migration et les liens avec le développement" dans les politiques de développement nationales ;
23. Assister les pays membres pour la production et la disponibilité des données fiables sur la migration.

ANNEXE II : RECOMMANDATIONS DE LA RÉUNION D'EXPERTS « La révolution des données en Afrique du Nord : Mettre les données au service de la transformation structurelle »

Recommandations relatives à l'adaptation des législations et des réglementations

À l'endroit des Etats membres :

1. Renforcer l'autonomie professionnelle ainsi que l'indépendance des Instituts Nationaux de Statistiques (INS) à travers un cadre législatif et réglementaire adéquat si besoin est;
2. Renforcer le leadership des INS en matière d'unification des textes juridiques et adopter des législations qui fixent les attributions des composantes du Système Statistique National, tout en garantissant l'accès aux données ;
3. Renforcer les Conseils Nationaux de Statistiques en matière de coordination du Systèmes Statistiques Nationaux (SSN) pour réviser les lois et les textes juridiques et adopter une législation qui fixe les procédures d'élaboration, de surveillance et de suivi du programme statistique.

À l'endroit de la CEA :

4. Fournir l'assistance technique aux pays d'Afrique du Nord pour renforcer leurs cadres juridiques et réglementaires ainsi que les relations interinstitutionnelles pour permettre aux systèmes statistiques nationaux de répondre aux nouvelles exigences et aux opportunités offertes par la révolution des données.

Recommandations relatives au renforcement des capacités humaines et techniques

À l'endroit des Etats membres

5. Investir dans les ressources humaines et améliorer les conditions dans lesquelles les INS et les structures sectorielles exercent leurs activités ;
6. Renforcer les capacités des ressources humaines des services statistiques des ministères et institutions publiques ;
7. Encourager la formation continue au sein des INS pour une meilleure adaptation aux évolutions technologiques et complexité des besoins en termes de données.

À l'endroit de la CEA :

8. Fournir une assistance technique en matière de statistiques fondamentales, notamment en termes de compétences et outils techniques nécessaires à l'élaboration des recensements, des enquêtes et à la tenue de registres administratifs.

Recommandations relatives au financement consacré aux données

À l'endroit des Etats membres

9. Assurer la disponibilité des lignes budgétaires dédiées spécifiquement aux structures statistiques sectorielles dans les différents ministères pour leurs opérations statistiques ;
10. Participer au programme "Statistics for Results Facility Catalytic Fund" (SFR-CF) pour couvrir les difficultés de financement des plans de renforcement des capacités statistiques des SSN.

À l'endroit de la CEA

11. Renforcer l'appui technique et financier aux pays membres pour moderniser leurs modèles statistiques et réduire les coûts de production des données statistiques, tout en garantissant leur qualité et leur fiabilité.

Recommandations relatives à la mise en place des mécanismes de contrôle de la qualité des données

À l'endroit des Etats membres

12. Mettre en place une stratégie d'implantation et de renforcement des capacités dans le domaine de la qualité ;

À l'endroit de la CEA

13. Fournir un appui technique pour renforcer les capacités dans le domaine de la qualité des données statistiques.

Recommandations relatives à l'utilisation des sources de données non conventionnelles

À l'endroit des Etats membres

14. Utiliser de façon optimale toutes les sources de données qu'offre la révolution des données, y compris le big data, afin de générer des statistiques officielles et développer des méthodologies d'analyse appropriées ;
15. Adopter les technologies mobiles par les Etats membres et leurs généralisations à tout type d'enquêtes (IPC, recensement, emploi, etc.) ;
16. Encourager les INS à s'inscrire dans la transition digitale et que chacun puisse développer sa propre stratégie.

À l'endroit de la CEA

17. Accompagner la modernisation du système statistique national par l'aide à l'adoption de nouvelles technologies au niveau des opérations statistiques ;
18. Institutionnaliser les bonnes pratiques dans le cadre d'une plateforme pilotée par la CEA, par exemple, pour capitaliser le savoir-faire.

Recommandations relatives aux renforcements des programmes des statistiques fondamentales

À l'endroit des Etats membres

19. Renforcer les systèmes d'enregistrement des faits d'état civil à travers la mise en œuvre et en particulier l'exécution du programme Africain pour l'Amélioration Accélérée de l'Enregistrement des Faits d'Etat Civil et de l'établissement des Statistiques de l'Etat Civil en Afrique (APAI-CRVS).

À l'endroit de la CEA

20. Fournir une assistance technique pour la mise en place du programme Africain pour l'Amélioration Accélérée de l'Enregistrement des Faits d'Etat Civil et de l'établissement des Statistiques de l'Etat Civil en Afrique ;
21. Mettre en place des cadres juridiques et réglementaires et des mécanismes organisationnels adéquats pour assurer un meilleur accès aux données y compris les micro-données tout en spécifiant les rôles de chaque intervenant et en garantissant l'anonymisation des fichiers et bases de données.

ANNEXE III : ORDRE DU JOUR

1. Séance d'ouverture
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail
4. Les conditions économiques et sociales en Afrique du Nord : Examen du profil sous-régional
5. Session spéciale : L'accord pour la mise en place de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECA) et l'impact pour l'Afrique du Nord
6. Réunion ad hoc d'experts : « Révolution des données en Afrique du Nord : Mettre les données au service de la transformation structurelle »
7. Agendas régionaux et internationaux et autres initiatives spéciales
8. Questions statutaires
 - 8.1 Cadre stratégique révisé de la Commission économique pour l'Afrique pour 2018-2019
 - 8.2 Rapport sur les activités du Bureau de la CEA en Afrique du Nord (Octobre 2017-Septembre 2018) et programme de travail 2019
 - 8.3 Positionnement stratégique du Bureau
 - Emploi des jeunes et développement durable en Afrique du Nord
 - Mise en œuvre et suivi de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063 en Afrique du Nord
 - 8.4 Exploration des nouveaux domaines d'intervention
 - La situation de l'économie bleue en Afrique du Nord
 - L'analyse comparative de l'intégration de la migration dans les politiques nationales du développement
9. Lancement du premier rapport sur la réalisation des objectifs de développement durable au Maghreb
10. Examen et approbation des recommandations de la réunion ad hoc d'experts sur la révolution des données en Afrique du Nord
11. Examen et adoption du rapport et des recommandations du CIE
12. Date et lieu de la prochaine réunion du CIE
13. Questions diverses
14. Clôture de la réunion.

ANNEXE IV : LISTE DES PARTICIPANTS/LIST OF PARTICIPANTS

États membres

Algérie

1. M. Mohamed Amri
Directeur
Direction Générale de la Prévision et des Politiques
Ministère des Finances
Alger - Algérie
Tél. : +213 21 59 53 24
Fax : +213 550 30 92 42
Emails : mohamed.amri@mf.gov.dz
2. M. Abdelkrim Diaf
Sous-directeur
Organisations sous-régionales et de l'Intégration Continentale à la Direction Générale
Afrique Ministère des Affaires Etrangères
Alger - Algérie
Tél. : +213 21 50 45 45/+213 21 50 43 43
Mob. : +213 69 74 77 058
Emails : mess_nou@hotmail.com
3. Mme Nawal Lammari
Sous-directrice
Direction Générale des Relations Economiques et Financières Extérieures
Ministère des Finances
Alger - Algérie
Tél. : +213 21 59 56 46
Mob. : +213 552 164 828
Emails : Nawel.lammari@mf.gov.dz
4. M. Hamid Zidouni
Directeur Général Adjoint
Office National des Statistiques
Alger - Algérie
Tél : +213 21 77 78 38 / +213 (0) 21 63 99 74 / +213 21 77 78 54
+213 21 77 78 44 / +213 21 77 91 00
Fax : +213 (0) 21 77 78 30 / + 213 21 77 91 00
Email : ons@ons.dz / zidouni@ons.dz / zidouni@hotmail.com

Egypte

5. Ms. Nesma El-Hamzawy
Senior international relations Specialist
Ministry of Planning, Monitoring and Administrative Reform
Cairo – Egypt
Tel : 201 008019146
Email : nesma-mohsen@hotmail.com

Maroc

6. Mme Nezha Riki
Chef de la Division des Questions Economiques et Financières
Direction de la Coopération Multilatérale et des Affaires Economiques Internationales
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale
Rabat - Maroc
Tél. : +212 537 67 61 24
Mob. : +212 610 58 79 80/ 661 43 97 75
Emails : riki@maec.gov.ma
7. M. Mohamed Hazim
Directeur de l'Observatoire National du Marché du Travail
Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle
Rabat - Maroc
Tél. : +212 537 72 68 16/537 79 40 78
Mob. : +212 0 664 20 31 31
Emails : hazimoh2014@gmail.com
8. M. Abdellah Larhmaid
Conseiller à la Direction de la Coopération Multilatérale et des Affaires Economiques Internationales
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale
Rabat - Maroc
Tél. : +212 537 76 11 25/23
Mob. : +212 649 80 79 37
Emails : a.larhmaid@maec.gov.ma
9. Mme Siham Souihel
Chargée des Relations avec les Institutions Internationales
Direction du Trésor et des Finances Extérieures
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat - Maroc
Tél. : +212 537 67 73 67
Mob. : +212 675 49 01 36
Emails : s.souihel@tresor.finances.gov.ma
10. M. Said Zyadi
Chef du Service des Statistiques Commerciales
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique
Rabat - Maroc
Tél. : +212 537 73 93 34
Mob. : +212 659 72 63 21
Emails : szyadi@mcinet.gov.ma /saidzyadi2015@gmail.com.ma

Mauritanie

11. M. Taleb Abderrahmane El Mahjoub
Directeur Général Adjoint
Office National de la Statistique
Nouakchott - Mauritanie
Tél : +222 45 25 30 70 / +222 45 25 50 31
Mob: +222 22 68 47 00
Email : tmahjoub@gmail.com

Soudan

12. Mr. Mirgani Abdalla Indela Glood
Director of Economic Integration
Ministry of Finance and Economic Planning
Khartoum - Soudan
Mob: +249 91 28 19 001
Email: mglood99@gmail.com

Tunisie

13. Son Excellence M. Zied Ladhari
Ministre
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
14. Mme Kalthoum Hamzaoui
Directrice Générale de la Coopération Multilatérale
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Mob. : +216 58 154 475
Emails : k.hamzaoui@mdci.gov.tn
15. M. Tarek Bouhlel
Conseiller des Services Publics chargé de la Coopération avec la BAD & les Organisations Régionales
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Tél. : +216 254 68 071
Emails : tarek.bouhlel@mdci.gov.tn
16. M. Habib Ben Moussa
Chargé de mission au Cabinet du Ministre, chargé de l'Economie Bleue
Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement
Tunis - Tunisie
Tél. : +216 70 24 39 19
Email : habib.benmoussa@mineat.gov.tn

17. M. Chawki Jaballi
Conseiller des services publics, Directeur de la coopération avec les pays africains et l'Union Africaine
Direction Générale de la Coopération Économique et Commerciale
Ministère du Commerce
Tunis - Tunisie
Tél. : +216 22 45 83 84/+216 55 87 11 31
Email : chaouki.jaballi@gmail.com
18. Mme Faiza Kallel
Directrice Générale de la Promotion de la Formation Professionnelle et de l'Emploi
Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi
Tunis - Tunisie
Tél. : +216 92 09 60 11
Email : faiza.kallel@mfpe.gov.tn
19. M. Béchir Maghrebi
Directeur
Institut National de la Statistique
Tunis - Tunisie
Tél :
Fax : +216 71 79 25 59
Mob. : +216 22 93 30 50
E-mail : magherbi.bechir@ins.tn / zgoulli.mouna@ins.tn / ins@mdci.gov.tn
20. M. Faïçal Masmoudi
Directeur au Comité Général du Développement Sectoriel et régional
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Tél. : +216 98 26 65 87
Email : f.masmoudi@mdci.gov.tn
21. M. Fehd Trimech
Chargé de mission et Coordinateur Général
Secrétariat d'Etat à l'Immigration et aux Tunisiens à l'Etranger
Tunis - Tunisie
Tél. : +216 98 74 75 15 / +216 58 10 55 88
Email : fehd.trimech@social.gov.tn

EXPERTS

22. Mme Zahira Abed
Conseillère
Ministère des Affaires étrangères
Alger - Algérie
Tél : +(213) 21 50 45 45/ +(213) 21 50 42 47
Fax :+
Mob. : +213 56 12 03 912
Email : z.abedma@gmail.com
23. M. Mohammed Bakalem
Chef de la division des études économiques
Conseil national économique et social
Alger - Algérie
Tél : +213 21 54 11 38 / +213 21 54 21 17
Email : mohammed.bakalem@gmail.com / nadchent@gmail.com
Mob : +213 66 15 21 850
24. Ms. Doaa Abdelkhalek Mohammed Abdelkhalek
Senior Developer
Central Agency for Public Mobilization and Statistics
Cairo - Egypt
Tél : +202 24 02 30 31 / +202 24 02 42 29
Email : doaa_ab@capmas.gov.eg
Mob : +201 09 54 24 703
25. Ms. Amany Abdelkhalek Khalil Daoud
Director
Ministry of Planning, Monitoring and Administrative Reform
Cairo - Egypt
Email : amanyabdelkhalek@yahoo.com
Mob : +201 00 95 11 620
26. Mr. Moussa Ibrahim Moussa Mustafa
Board Member and Head of Data Management Working Group
Egyptian Sustainable Development Forum
Cairo - Egypt
Tél : +202 25 16 15 19 /245
Email : info@esdf.net / ghada_ahmadein@yahoo.com / eadly@hotmail.com
Mob : +201 00 68 12 423
27. Ms. Shereen Mohammed Ahmed Rageb
Team Leader of Database Administration
Central Agency for Public Mobilization and Statistics
Cairo - Egypt
Tél : +202 24 02 30 31 / +202 24 02 42 29
Email : shereen_r@capmas.gov.eg / shm272@yahoo.com
Mob : +201 02 20 17 344

28. Mr. Ahmed Amawi Robin Youssef
Commercial Counselor
Egyptian Commercial Service (ECS) Ministry of Trade and Industry
Cairo - Egypt
Tél. : +202 23 42 40 30/+202 23 42 15 51
Mob. : +201 11 23 43 509
Emails : amawi@ecs.gov.eg / techoff@ecs.gov.eg
29. M. Hassan Agouzoul
Senior Expert en développement durable et territorial
Conseil Economique, Social et Environnemental
Rabat - Maroc
Tél : + 212 538 01 03 43 / 23
Mob: +212 661 95 92 95
Email: h1.agouzoul@gmail.com / h.agouzoul@ces.ma
30. M. Mohamed Assouli
Chef de Division des projections et de la prospective
Haut-Commissariat au Plan
Rabat - Maroc
Tél : + 212 537 57 69 00
Fax.: +212 537 57 69 13
Mob : +212 660 10 21 79
Email : m.assouali@hcp.ma
31. M. Kamal Gaanoun
Statisticien des enquêtes sur l'emploi
Direction de la statistique
Haut-Commissariat au Plan
Rabat - Maroc
Tél : + 212 537 77 32 44
Fax.: +212 537 57 69 13
Mob : +212 643 45 38 40
Email : k.gaanoun@hcp.ma
32. M. Mustafa Terhzaz
Chef de la Division de l'Observatoire National de l'Environnement et du
Développement Durable
Secrétariat d'Etat chargé auprès du Ministre de l'énergie, des Mines et du
Développement Durable, chargé du Développement durable
Rabat - Maroc
Tél : + 212 537 56 46 82
Fax :+212 537 57 66 42
Mob : +212 661 34 79 92
Email : terhzaz_env@yahoo.fr
33. M. Abd El Aziz Bahah
Chef de Service de la cartographie et du SIG
Office Nationale de la Statistique
Nouakchott - Mauritanie

Tél : +222 45 25 30 70
Mob. : +222 26 30 62 36
Email : aziz_bahah@yahoo.fr

34. M. Alioune Gueye
Chargé d'Analyse à la Direction des Statistiques sur les Conditions de vie des ménages (DSCV/ONS)
Office National de la Statistique
Nouakchott - Mauritanie
Tél : +222 45 25 30 70
Fax : +222 45 25 51 70
Mob. : +222 44 51 43 48
Email : mmsbacar@gmail.com
35. M. Mohamed Saleh Sidna
Conseiller Technique
Direction de la Coordination de la SCAPP Ministère de l'économie et des Finances
Nouakchott - Mauritanie
Tél : +222 45 24 38 49
Mob. : +222 36 30 21 26
Email : sndah@hotmail.com
36. Mr. Isa Ali Baker Abbaker
Director
Central Bureau of Statistics
Khartoum - Soudan
Tél : +249 83 77 72 55
Mob : +249 11 34 19 693
Email : badaweena85@gmail.com / cooperationunit@gmail.com/ dg@cbs.gov.sd / info@cbs.gov.sd
37. Mr. Abbas Koriena Mohamed Elawad
Secretary General
National Council for Strategic Planning
Khartoum - Soudan
Tél : +249 183 79 80 79
Mob : +249 12 36 68 881
Email : korinasammani@yahoo.com
38. Ms. Magda Mohamed Elgaali Hamed
Statisticien, SDGs Dpt
Assistant - Manager
Administration of International Relations, Public Relations, Information and Sustainable Development - Department of Sustainable Development.
Central Bureau of Statistics
Khartoum - Soudan
Tél : +249 83 77 72 55
Mob : +249 99 24 60 363
Email : goda.07@hotmail.com / cooperationunit@gmail.com/ info@cbs.gov.sd / dg@cbs.gov.sd /

39. M. Mosbah Abaza
Ministère des Affaires locales et de l'Environnement
Tunis - Tunisie
Tel: +216 98385473
Email: mosbah.abaza@mineat.gov.tn
40. M. Riadh Abdenmour
Ministère des Technologies de communication et de l'Economie numérique
Tunis - Tunisie
Tel: +216 99209405
Email: riadh.abdenmour@tunisia.gov.tn
41. M. Belgacem Ayed
Président du Comité Général du Développement Sectoriel et régional
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Mob. : +216 98 65 02 21
Email : belgacem.ayed@mdci.gov.tn
42. Mme Alaya Becheikh
Directeur Général de Financement de l'Economie et de Suivi du Secteur Financier
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Email : alaya.becheikh@mdci.gov.tn
43. M. Bassim Hfaiedh
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Tel: +216 58646516
Email : hfaiedh.bessam@mdci.gov.tn
44. M. Mohamed Ben Hamouda
Agence Nationale de Protection de l'Environnement
Tunis - Tunisie
Tel: +216 93026311
Email: medhammouda@hotmail.com
45. Mme Noura Ben Mohamed Kasmi
Chef de Service de la coopération avec les pays africains et l'Union Africaine. Direction
Générale de la Coopération Économique et Commerciale
Ministère du Commerce
Tunis - Tunisie
46. Mme Rania Ben Nejeh
Chef de service à la Direction Générale de la Promotion de la Formation Professionnelle
et de l'Emploi
Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi
Tunis - Tunisie

47. Mme Houda Boubakri
Chargé de mission au Cabinet
Secrétariat d'Etat à l'Immigration et aux Tunisiens à l'Etranger
Tunis - Tunisie
Mob. : +216 20 31 44 72
Email : houda.boubakri@social.gov.tn
48. M. Mounir Dakhli
Directeur à la Direction de la Coopération Internationale et Relations Extérieures
Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi
Tunis - Tunisie
Email : mounir.dakhli@mfpe.gov.tn/ dakhlimounir62@gmail.com
49. M. Hamed Daly Hassen
Professeur de l'enseignement supérieur-Agriculture et Economie Rurale et Directeur
Général à l'Observatoire National de l'Agriculture
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydraulique et de la Pêche
Tunis - Tunisie
Mob. : +216 71 89 32 94
Mob. : +216 52 34 20 06
Email : dalyhassen.hamed@iresa.agrinet.tn
50. M. Mosaab Dergaa
Sous-directeur à la diffusion et responsable open data à l'INS
Institut National de la Statistique
Tunis - Tunisie
Fax : +216 71 79 25 59
Mob. : +216 21 22 25 89
E-mail : dergaa.mosaab@ins.tn / ins@mdci.gov.tn / zgoulli.mouna@ins.tn
51. M. Nasreddine Dridi
Sous-directeur à la Direction Générale des Prévisions
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Email : nasreddine.dridi@mdci.gov.tn
52. M. Nejib Elkhelifi
Directeur Informatique et membre de l'équipe projet d'utilisation des technologies
mobiles
Institut National de la Statistique
Tunis - Tunisie
Tél : +216 71 89 10 02
Fax : +216 71 79 25 59
Mob. : +216 96 87 48 24
E-mail : elkhelifi.nejib@ins.tn / ins@mdci.gov.tn
53. M. Lotfi Fradi
Président du Comité Général des équilibres globaux et de la statistique
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie

Mob. : +216 53 16 92 12
Email : lotfi.fradi@mdci.gov.tn

54. Mme Raoudha Jaouani
Directeur au Comité Général du Développement Sectoriel et régional
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Mob. : +216 21 80 78 73
Email : raoudha.jaouani@mdci.gov.tn
55. M. Samir Khedhira
Agence Nationale de Protection de l'Environnement
Tunis - Tunisie
Tél.: +216 71 233 600
Fax: +216 71 232 811
Mob: +216 97975288
Email: samirkhedhira@yahoo.fr
56. M. Kamel Labiadh
Agence nationale pour l'emploi et le travail indépendant
Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi
Tunis - Tunisie
Tel: +216 55405230
Email: labiadh.kamel@gmail.com
57. M. Mustapha Mezghani
Directeur Général
2CW/M&M Consulting
Tunis - Tunisie
Tél : +216 71 85 87 50
Mob. : +216 98 32 16 96
Email : Mustapha.mezghani@planet.tn
58. M. Iyad Abid
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Tel: +216 21220491
59. M. Fathi Alkhmiri
Institut Tunisien des Etudes Stratégiques
Tunis - Tunisie
60. M. Mongi Ben Chabane
Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives
Tunis - Tunisie
61. M. Mehdi Ben Haj
Ministère des Affaires locales et de l'Environnement
Tunis - Tunisie
Tel: +216 58176579

62. Mme Neila Ben Khelifa
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Email: neila.benkhalifa@mdci.gov.tn
63. Mme Mariem Ben Rhayem
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Tel: +216 58902408
64. Mme Ghaya Fatnassi
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Tel: +216 52312300
Email : ghaya.fatnassi@mdici.gov.tn
65. Mme Sana Haouari
Ministère des Technologies de Communication et de l'Economie Numérique
Tunis - Tunisie
66. M. Habib Lahouij
Ministère des Finances
Tunis - Tunisie
Tel: +216 98266307
Email: hlahouij@finances.tn
67. M. Slim Lasta
Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale
Tunis - Tunisie
Tel: +216 98916692
Email: slim.lasta@mdci.gov.tn
68. M. Chokri Mezghani
Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement
Tunis - Tunisie
T: +216 22749362
Email: Chokri.mezghani@mineat.gov.tn
69. M. Hedi Saidi
Directeur Général
Institut National de la Statistique
Tunis - Tunisie
Tel: 50844501
70. M. Anis Zarmdini
Conseil National de la Statistique
Tunis - Tunisie
Tel: +216 98370845
Email: aniszarmdini@gmail.com

Corps diplomatique

Ambassade du Royaume du Maroc en Tunisie

71. SE Mme Latifa Akharbach
Ambassadrice

72. M. Abderrahim Elqasmi
Tél : +216 58900612

Ambassade de la République d'Algérie en Tunisie

73. M. Ezzedine Bachad

Ambassade de la République Démocratique du Congo

74. M. François Manduakila
Tunis - Tunisie
Tél : +216 54665192
Email : francoismanduakila@yahoo.fr

75. Mme Matali Micheline
Deuxième Conseiller
Ambassade de la République Démocratique du Congo
Tunis - Tunisie
Tél : +216 50844889
Email : michelinematadi@gmail.com

Communauté économique régionale

Union du Maghreb Arabe (UMA)

76. M. Taieb Baccouche
Secrétaire Général
Union du Maghreb Arabe
Rabat - Maroc
Tél : +212 537 68 13 71 / 72 / 73 / 74
Fax : +212 537 68 13 77
Mob : +212 641 42 42 42
Email : sg.uma@maghrebarabe.org/

77. M. Imed Ben Hadj Hamouda
Chef de division
Union du Maghreb Arabe
Rabat - Maroc
Tél : +212 537 68 13 71 / 72 / 73 / 74
Fax : +212 537 68 13 77
Mob : +212 641 42 42 42
Email : imedbenhadjhamouda@gmail.com

78. M. Rabii Sakhi
Responsable du Service Statistique
Union du Maghreb Arabe
Rabat - Maroc

Tél : +212 537 68 13 71 / 72 /73 / 74 / 76
Fax :+212 537 68 13 77
Mob : +212 661 33 98 30
Email : statistiques.uma@gmail.com

Organisations internationales et régionales

Groupe de la BAD

79. Mme Audrey Chouchane
Economiste
Groupe de la BAD
Tunis - Tunisie
Tél : +216 71 10 16 91
Mob. : +216 21 18 47 85
Email : a.chouchane@afdb.org

80. M. Salaheddine Saidi
Groupe de la BAD
Tunis - Tunisie
Tel: +216 92012863
Email: s.saidi@afdb.org

Délégation de l'Union européenne

81. M. Riccardo Mosca
Ministre Conseiller
Tunis - Tunisie
Tél : +216 71 960 330/216 71 139 257
Fax :+216 71 960 302
Mob. : +216 53 795 342
Email : Delegation-Tunisia@eeas.europa.eu
Riccardo.mosca@eeas.europa.eu

AFRISTAT

82. M. Paul-Henri Nguema Meye
Directeur Général Adjoint
Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT)
Bamako - Mali
Tél : +223 20 21 55 00 / +223 20 21 60 73 /+223 20 21 55 80 /+223 20 21 6071
Fax : +223 20 21 11 40
Mob : +223 66 74 14 40 / 757 14 414
Email : cosme.vodounou@afristat.org / nguemameye@afristat.org / afristat@afristat.org

Organisations patronales

83. M. Samir Majoul
Président
Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
Tunis – Tunisie
Tel : +216 71 142 000

84. M. Maher Fki
Directeur Central Affaires Economiques
Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
Tunis – Tunisie
Tel : +216 71 142 000
Email : m.fkih@utica.org.tn
85. Mme Sheherazade Berrehouma
Directrice de la Coopération Internationale
Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
Tunis - Tunisie
Tél : +216 71 14 20 50
Fax : +216 71 80 97 04
Mob. : ++216 98 41 51 05
Email : s.belaiba@utica.org.tn
86. M. Mustapha Abdelhadi
Fédération nationale du Cuir et chaussures
Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
Tunis – Tunisie
87. M. Khaled Sellami
Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
Tunis – Tunisie
Email : Khaled.sellami@lecant.com

Institutions financières

88. M. Sami Moulay
Directeur des Etudes économiques et de la Coopération
Banque Maghrébine d'investissement et de commerce extérieur
Tunis - Tunisie
Tél : +216 70 246 140
Mob. : +216 99 28 28 82
Email : sami.mouley@bmice-maghreb.org

Système des Nations Unies

PNUD Tunisie

89. M. Diego Zorrilla
Coordonnateur Résident
PNUD Tunisie
Tunis - Tunisie
Tél. : +216 31 37 91 10
Fax : +216 71 90 37 29
Direct : +216 71 90 07 94
Email : Diego.zorrilla@one.un.org / alia.ben-abdallah@undp.org

90. Mme Aida Robbana
Chef du Bureau du Coordonnateur Résident en Tunisie
PNUD Tunisie
Tunis - Tunisie
Tél. : +216 31 37 91 10
Fax : +216 71 90 37 29
Email : aida.robbona@one.un.org

PNUD -Mauritanie

91. Mme Salma Cheikh Melainine
Economiste
PNUD Mauritanie
Nouakchott - Mauritanie
Tél. : +222 45 25 24 09
Mob. : +222 26 20 60 00 /+222 47 09 68 46
Email : selma.cheikh.malainine@undp.org

FAO-Tunisie

92. M. Mohamed Amrani
Chargé du Bureau FAO en Tunisie et chargé de bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord
Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
Tunis - Tunisie
Tél. : +216 70 14 57 00
Mob. : +216 71 86 19 60
Email : mohamed.Amrani@fao.org
93. Mme Fatma Ezzahraa Bouallegui
Junior Policy Expert
Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
Tunis
Tél. : +216 71 14 57 00
Mob. : +216 92 77 68 55
Email : Fatma.bouallegui@fao.org

OIT Tunisie

94. Mme Nawel Belhadj Tounsi
Point focal en Tunisie et Coordinatrice Nationale pour la Lybie
Organisation Internationale du Travail
Tunis - Tunisie
Tél : +216 93 122 290
Mob. : +216 23 22 14 15
Email : tounsi@ilo.org

Médias

95. M. Réda Ainar
Journaliste Reporter
Algérie Presse Service
Alger – Algérie
Tel : +213 66 19 31 355
Fax : + 213 23 56 96 47 / 63
Email: redaainar@hotmail.com
96. Mr. Adel Abdellatif Hussein Sabry Fayek
Editor Manager
Agency Middle East News Agency
Cairo - Egypte
Tél : ++202 22 60 69 64
Mob: +201 11 49 94 244
Email: adelbensabry@yahoo.com
97. Mr. Mohamed Masaud Elhejaj
Head of Economic Department
Libya 218 news
Tripoli - Lybie
Mob. : +962 78 700 9016
Email : m.elhejaj@218tv.net
98. M. Salah Eddine Lemaizi
Journaliste
Les Inspirations Eco
Casablanca -Maroc
Tél : ++212 522 27 27 89
Mob: +212 669 50 35 60
Email: s.lemaizi@leseco.ma / salah.journaliste@gmail.com
99. M. El Hadj Ibrahima Dia
General Manager
Media Financial Afrik
Nouakchott - Mauritanie
Mob : +222 44 59 11 21
Email: ibrahima.dia@financialafrik.com
100. M. Khalid Eltigani Ahmed Elnour
Publisher & Editor
Elaff Newspaper
Khartoum - Soudan
Tél : +249 12 01 90 888
Mob: +249 91 23 54 788
Email: khalidtigani@gmail.com

101.Mme Amira Jenzri
Journaliste
Agence Tunis Afrique Presse (TAP)
Tunis (Tunisie)
Email : jenzriamira@yahoo.fr

Secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique
Addis-Abeba, Éthiopie

102.Ms. Josephine Marealle-Ulimwengu
SPOQD
Economic Commission for Africa
Addis Ababa – Ethiopia
Tel : +251 911201809
Email: ulimwenguj@un.org

103.Mr. Molla Hunegnaw Asmare
Officer-in-Charge of Data Technology Section/Statistician
Economic Commission for Africa
Addis Ababa - Ethiopia
Tel : +251 11 54 43 395
Mob: +251913825023
Email : hunegnaw@un.org

104.Mr. Simon Mevel
Economic Affairs Officer
ATPC
Economic Commission for Africa
Addis Ababa – Ethiopia
Tel : +251 115443695
Email: mevel@un.org

105. Mr. Ernest Cho Chi
Public Information Officer
Economic Commission for Africa
Addis Ababa - Ethiopia
Tel : +251 92 99 07 768
Email : chi@un.org

Consultants

106. M. Fathi El Lachheb, Consultant
107. Mme Houda Mejri, Consulante - Réviseur
108. M. Cheikh Sidi El-Moctar Sghair, Réviseur
109. Ms. Kenza Aggad, Research Fellow
110. Ms. Alaa Kolkaila, Research Fellow

Bureau sous-régional de la CEA en Afrique du Nord, Rabat

Tél: +212 537 71 78 29- 537 71 56 13 - Fax : +212 537 71 27

E-mail : eca-sro-na@un.org / Site web: www.uneca-na.org

111. Mme Lilia Naas Hachem, Directrice du Bureau

112. M. Omar Ismael Abdourahman, Economiste

113. Mme Amal Elbeshbishi, Economiste

114. M. Zoubir Benhamouche, Economiste

115. M. Salem Sebbar, Knowledge Management Officer

116. Mme Marieme Bekaye, Economiste

117. M. Isidore Kahoui, Economiste

118. M. Aziz Jaidi, Economiste

119. M. Ibrahim Ayoub, Administrative and Finance Officer

120. Mme Houda Filali Ansary, Communication Officer

121. M. Mohammed Mosseddek, Assistant de recherche principal

122. M. Lahcen Hmad, Assistant administratif

123. Mme Aouatif El Arroud, Assistante financière

124. Mme Naima Sahraoui, Assistante de Direction

125. Mme Amal El Korchi, Assistante des achats

ANNEXE V : MOTION DE REMERCIEMENT

رسالة شكر وامتنان مرفوعة إلى سعادة وزير التنمية والاستثمار والتعاون الدولي
عن حكومة الجمهورية التونسية ورئيس الاتحاد التونسي للصناعة والتجارة والصناعة التقليدية

نحن المشاركون في أعمال الاجتماع الثالث والثلاثين للجنة الخبراء الحكومية الدولية لمكتب شمال أفريقيا التابع للجنة الأمم المتحدة الاقتصادية لأفريقيا، المنعقد بتونس، في الفترة ما بين 30 أكتوبر/تشرين الأول إلى 2 نوفمبر/تشرين الثاني 2018، وعلى إثر انتهاء أعمال هذا الاجتماع، نرفع إلى سعادتكم أحر عبارات الشكر والامتنان على الحفاوة التي أحاطتنا بها الجمهورية التونسية خلال هذا اللقاء.

وبشرفنا أن ننهي إلى علم سعادتكم أن هذا الاجتماع ناقش الوضع الاقتصادي والاجتماعي والبيئي الذي ساد في المنطقة خلال سنة 2017، والتطورات التي شهدتها اقتصادات دول شمال أفريقيا وكذلك الإجراءات والتدابير المتخذة لمواجهة آثار الأزمة العالمية على الأداء الاقتصادي. كما تناول حصيلة إنجاز برنامج عمل المكتب منذ أكتوبر/تشرين الأول 2017 إلى غاية سبتمبر/أيلول 2018 وبرنامج عمل المكتب لسنة 2019 وعرض أنشطة اللجنة الاقتصادية لأفريقيا وتنفيذ ومتابعة الأجندات الإقليمية والدولية (2030 و2063) وغيرها من المواضيع الخاصة حول اتفاقية إحداث منطقة التبادل الحر القارية الأفريقية وأثرها على اقتصاديات شمال أفريقيا كما تم خلال هذه الدورة إطلاق وتقديم أول تقرير حول تحقيق أهداف التنمية المستدامة في المغرب العربي.

وتمحور الاجتماع هذه السنة حول ثورة البيانات في شمال أفريقيا وكيفية وضعها في خدمة التحول الهيكلي من خلال اجتماع الخبراء المخصص لهذا الموضوع الهام لقياس وتقدير وتتبع المؤشرات الاقتصادية والاجتماعية والبيئية بدقة من أجل تقييم التقدم المحرز في مجال التنمية المستدامة وتوجيه خطط التنمية وإرشاد متخذي القرارات. ولقد تطرق هذا الاجتماع من خلال ورشات عمل خاصة تمحورت إلى عدة مواضيع كتحسين النظم الإحصائية ودور التقنيات الجديدة في جمع وتحليل وتبادل المعلومات، وكيفية استخدام البيانات الإحصائية لتتبع تنفيذ أهداف التنمية المستدامة وأجندة 2063.

كما أصدر الاجتماع توصيات عملية موجهة إلى مؤتمر وزراء المالية والتخطيط والتنمية الاقتصادية الأفريقيين القادم والذي سينعقد بالمملكة المغربية في مارس 2019، ترمي إلى التصدي إلى كافة التحديات داخل المنطقة وتشجيع النمو المدبر للمزيد من فرص العمل والازدهار الاقتصادي والاجتماعي، والحد من جميع أشكال الميز والتفاوت، والتقليص من وقع الصدمات الخارجية، وسبل التكيف مع مقتضيات التكامل الإقليمي ومتطلباته.

وفي الختام نعبر لسعادتكم عن شكرنا وامتناننا على العناية الفائقة التي أحاطتنا بها وزارة التنمية والاستثمار والتعاون الدولي للجمهورية التونسية والاتحاد التونسي للصناعة والتجارة والصناعة التقليدية والتي ما فتئت تشمل بها مكتب شمال أفريقيا.

والسلام عليكم ورحمة الله تعالى وبركاته.

تونس العاصمة، تونس، في 2 نوفمبر/تشرين الثاني 2018